A black and white aerial photograph of a city street. In the foreground, a tram is moving along a set of tracks. The street is lined with multi-story buildings, some with balconies. People are walking on the sidewalks, and several cars are parked or driving. The overall scene depicts a busy urban environment from the communist era in Romania.

Le visage communiste

**L'héritage social, urbanistique et architectural
de la période communiste en Roumanie**

fig 1. Bucarest, 1980

« La condition de l'architecte, la reconnaissance de son utilité pour la société et sa stature éthique, se définissent depuis des temps ancestraux en relation avec une dimension dilemmatique de la profession, qui recèle rêves et désillusions, tentations et résistances, libertés et contraintes, mais qui est toujours active. »

Ana Maria Zahariade, *Architecture in the Communist Project*, 2011

Le visage communiste

L'héritage social, urbanistique et architectural
de la période communiste en Roumanie

Semestre d'Automne 2021 - 2022

BOSMAN Axelle
Enoncé Théorique de Master en Architecture

École Polytechnique Fédérale de Lausanne
Faculté de l'Environnement Naturel, Architectural et Construit

Sous la direction de
GRAF Franz, COGATO Elena, SAVIO Stéphanie



2022 BOSMAN Axelle. Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution
(CC BY <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>)

Vous pouvez utiliser, distribuer et reproduire le matériel par tous moyens et sous tous formats, à condition de créditer l'auteur de l'œuvre
Les contenus provenant de sources externes ne sont pas soumis à la licence CC BY et leur utilisation nécessite l'autorisation de leurs auteurs

Table des matières

| | |
|--|--------|
| Introduction | p. 10 |
| Partie A - 1917 - 1989 | p. 15 |
| 1 - Le communisme et la construction | p. 17 |
| 1.1 - Résumé des phases du communisme | p. 19 |
| 1.2 - Le rôle clé de l'architecture | p. 25 |
| 1.3 - Etre architecte de l'Etat | p. 31 |
| 2 - Impact de l'architecture et de l'urbanisme | p. 39 |
| 2.1 - Architecture industrielle | p. 41 |
| 2.2 - Architecture résidentielle | p. 49 |
| 2.3 - Urbanisme et territoire | p. 65 |
| 2.4 - Exceptions | p. 89 |
| Partie B - 1989 - 2022 | p. 101 |
| 3 - Évolution politique, économique, sociale | p. 103 |
| 3.1 - Passage au capitalisme démocratique | p. 105 |
| 3.2 - Quel futur pour le pays? | p. 113 |
| 4 - Etat de l'architecture communiste aujourd'hui | p. 121 |
| 4.1 - Architecture industrielle | p. 123 |
| 4.2 - Usage et rénovation des blocs | p. 139 |
| 4.3 - Espaces publics extérieurs | p. 153 |
| Conclusion | p. 163 |
| Bibliographie et webographie | p. 167 |
| Iconographie | p. 172 |

Introduction

« Parallèlement au développement des forces productives, à la modernisation de la production agricole, à l'intensification de toute la vie économique, culturelle et sociale des villages, la systématisation rurale doit contribuer au rapprochement progressif du village à la ville par une amélioration générale des conditions de vie de la paysannerie, de tous les habitants des campagnes. »

Nicolae Ceaușescu, Bucarest, 1971

Si l'on considère qu'à travers l'histoire, certains mots ou actions ont en quelques secondes réussi à avoir un impact indélébile sur l'entière d'une population, la Roumanie pourra alors aisément donner une multitude d'exemples. L'extrait du discours tenu en 1971 par Nicolae Ceaușescu, président de ce qui est alors la République Socialiste de Roumanie, fait partie de ces exemples. Tout comme d'autres moments clés pour le pays lors de la période communiste (1945 - 1989), l'impact de ces mots peut aujourd'hui être perçu à plusieurs échelles. L'influence du régime était à l'époque présente autant dans le milieu de l'éducation, qu'au niveau de l'architecture. Toutes deux occuperont un rôle important sur le plan politique et social, mais si les manuels scolaires communistes ont aujourd'hui disparu, les immeubles, quant à eux, persistent. Ils continuent de se détacher du reste du tissu bâti et sont la marque profonde et impérissable d'un régime totalitaire dont les souvenirs restent gravés à jamais dans les esprits des hommes et des femmes l'ayant connu.

Le choix de porter une étude sur l'histoire et le devenir d'une architecture politique représente avant toute chose une série de questionnements à franchir.

En premier lieu, le pourquoi, interrogation principale de n'importe quel roumain à qui l'idée fut présentée. La réponse est le mélange d'une fascination face à ce que l'humain est en mesure d'accomplir en fonction de circonstances précises, d'une volonté d'en comprendre le fonctionnement, ainsi que l'envie de proposer une brève étude qui serait en mesure de donner un aperçu de l'évolution du visage d'un pays suite à ces circonstances : quelle relation la Roumanie entretient-elle aujourd'hui avec les constructions d'un régime qui lui a laissé un goût amer sur le plan moral? Comment la société a-t-elle été impactée et quel a été son lien avec l'architecture? A quoi ressemble ce lien aujourd'hui?

En second lieu, il est important de savoir où l'on situe face au choix d'étude : qui suis-je et que puis-je apporter depuis ma position? Au premier abord, n'ayant connu le pays qu'au rythme de vacances d'été annuelles chez des membres de famille, il serait naturel de penser qu'un trop grand détachement risquerait de nuire au travail. Cependant, il est en réalité possible en gardant une certaine distance vis-à-vis d'un sujet, de baisser le risque de biaiser les propos tout en offrant un espoir particulier : je n'ai pas grandi en Roumanie et mon avis d'outsider comporte peut-être des réflexions plus optimistes, moins marquées par une certaine lassitude du paysage que je m'apprête à étudier.

En troisième et dernier lieu, se pose la question de comment réaliser l'étude, et dans quel but. Ce dernier, définit plus en détails à la fin de ce travail, serait d'arriver à une proposition architecturale et urbanistique pour un certain type de bâtiment ou complexe ayant été construit pendant la période communiste roumaine, en fonction de son état actuel. Il devient alors clair qu'une étude historique est nécessaire. Ne pas considérer le contexte de base ayant mené à la construction d'un immeuble durant un régime totali-

taire serait un manque de finesse et de considération vis-à-vis de ses occupants, sachant que nombreux d'entre eux étaient présents à l'époque. Il ne faut pas oublier que 33 ans seulement séparent l'année de la chute du communisme à aujourd'hui. La volonté sera donc ici de mieux comprendre l'histoire d'un bâtiment et de ses acteurs afin de proposer un projet qui soit en accord avec la mémoire et l'horizon d'attente d'une communauté.

La structure du travail qui suit a été divisée en deux parties principales : une première retraçant l'architecture communiste allant de la montée à la fin du régime (1945 - 1989), suivie d'une deuxième qui se concentre sur son devenir jusqu'à aujourd'hui (1989 - 2022). Un recueil complet retraçant en détails ces deux périodes représenterait un travail sans fin, ainsi l'étude réalisée assumera le but de donner un avant-goût, une idée des liens entre le pays, sa population, et son environnement bâti. Ce dernier a d'ailleurs été divisé en plusieurs catégories dans le cadre de l'étude: architecture industrielle, architecture résidentielle, urbanisme et territoire, ainsi que quelques exemples de bâtiments culturels ou institutionnels. Chacune de ces catégories mériterait à elle seule une étude individuelle (il en existe déjà quelques-unes), mais dans la volonté de partager une vision globale, ce ne sera pas le cas ici.

“No human achievement can be explained in isolation from its economic, social, political, and cultural context.”

Anatole Kopp, *Town and Revolution*, 1967

Partie A
1917 - 1989

Chapitre 1

Le communisme et la construction

Résumé des phases du communisme

Le Parti communiste roumain gouvernera le pays du 6 mars 1945 au 22 décembre 1989. Ces 44 années seront rythmées par la succession de trois phases, chacune ayant son propre régime constitutionnel : le Royaume de Roumanie (qui connaît ses derniers instants alors qu'il est sous occupation soviétique) de 1945 à 1947, la République Populaire Roumaine (RPR) de 1947 à 1965, puis la République socialiste de Roumanie (RSR) de 1965 à 1989.

L'occupation soviétique des terres roumaines commence durant la Seconde Guerre Mondiale. Jusqu'en 1944, le pays combat aux côtés de l'Axe, avant de voir une large portion de ses troupes se faire recruter par l'URSS (il sera d'ailleurs plus tard jugé comme vaincu à la conférence de paix de Paris, dû à sa participation aux deux camps). L'occupation soviétique amènera en 1945 à un coup d'Etat communiste qui remplacera le gouvernement militaire. L'année d'après, des élections truquées offrent la plupart des postes-clés aux membres du nouveau Parti. En 1947, le roi Mihai 1er abdicque, ce qui donne simultanément naissance à la République populaire roumaine.

Au début de la RPR en 1947, le parti est dirigé par un collectif de quatre personnes, avec Gheorghe Gheorghiu-Dej en tant que Premier secrétaire. En 1952, Dej, avec le soutien de Staline, fait destituer ses trois collègues et prend ainsi la tête du gouvernement qu'il maintient jusqu'en 1965, avant de mourir d'un cancer à Bucarest. Durant la période où il dirige la Roumanie, un tournant politique majeur aura lieu en 1954 avec le début de la déstalinisation de Nikita

Khrouchtchev. C'est à partir de cette date que les efforts visant à créer une politique étrangère et économique indépendante se font ressentir, accompagnés d'un désengagement progressif du bloc communiste. Dej est à la source de plusieurs réformes et décisions importantes, comme la collectivisation de l'agriculture en fermes surveillées par la *Securitate* (la police politique), le contrôle des faits et gestes de l'église Orthodoxe (l'Église grecque-catholique roumaine ayant été mise hors la loi), ou encore la création de l'équivalent roumain du goulag. Sous Khrouchtchev, il dirigera additionnellement l'importante industrialisation dictée par Moscou, qui sera à la base d'une véritable reconstruction du paysage roumain. Ces actions seront rythmées par des campagnes d'emprisonnement, d'intimidation, et de surveillance intense de la population. Pendant les dernières années de la RPR, Dej souhaite freiner la déstalinisation en s'affranchissant peu à peu de la tutelle soviétique, afin de gagner un statut indépendant. Cette volonté d'indépendance sera reprise par son successeur : Nicolae Ceausescu.

En 1965, le pays connaîtra une nouvelle réforme constitutionnelle, qui l'amènera à prendre un nouveau nom : la République socialiste de Roumanie (RSR). Pendant ses premières années à la tête du pays, Ceausescu met en place de nouvelles mesures structurelles, comme la restitution d'une partie des terres aux paysans qui ont désormais l'autorisation de vendre directement sur le marché public, ou encore la liberté de monter des coopératives pour et par les citoyens. En parallèle de cela, les tendances nationalistes sont à la hausse et vont jusqu'à repenser l'histoire roumaine à travers des figures héroïques, dont le nouveau président fait partie. Ceci démontre une sorte d'alternance entre des mesures tantôt de libéralisation, tantôt de répression (on note entre

autres l'interdiction d'avortement en 1966 pour les femmes de moins de 45 ans avec moins de 4 enfants). En agissant ainsi, Ceausescu souhaite gagner en popularité en même temps qu'il consolide son pouvoir. A partir de 1971, un important durcissement du régime se produit pour une double raison. En premier lieu, Ceausescu revient d'un voyage en République populaire de Chine, Corée du Nord, Vietnam et Mongolie. Il est ainsi exposé à une révolution culturelle et à une doctrine Juche qui l'impressionnent, et créent en lui la volonté de donner à la Roumanie des principes similaires, basés sur une idéologie de l'homme nouveau. Il ne faut pas oublier que cette pensée faisait également partie de la mentalité socialiste de l'URSS. Il est donc naturel de se demander s'il ne s'agissait pas plutôt pour Ceausescu d'une idée ravivée (ou d'une excuse pour justifier la suite de sa politique) que d'une découverte totalement nouvelle. La seconde raison qui explique ce tournant politique se trouve dans l'aspect plus 'détendu' qu'avait eu la situation jusque là. Cela laissait plus de place à une liberté d'expression qui aurait potentiellement risqué d'amener le peuple et d'autres membres du Parti à contester les choix de leur chef. Ce qui suivra l'année 1971 et ce jusqu'à la chute du régime, est considéré comme la période la plus austère de la Roumanie communiste. La propagande développe progressivement le culte du chef suprême du pays, à l'image des tendances fascistes : Ceausescu prend le statut de dictateur en se faisant accorder le nom de ' *conducător al patriei* ' (le guide de la patrie). Avec le contrôle amplifié de l'économie et une forte censure culturelle, les libertés budgétaires et intellectuelles des roumains baissent considérablement. En combinaison avec l'envie d'arriver à une indépendance diplomatique et économique face à l'URSS, un plan sera ensuite lancé par le Parti afin d'adhérer au Fonds monétaire international, tout

en cherchant à entièrement rembourser les dettes du pays. Ceci engendra entre autres une pénurie alimentaire amenant une large portion de la population au stade de famine. Le chauffage et l'électricité iront même jusqu'à être coupés en plein hiver dans certains quartiers des villes. Dans les campagnes, les habitants sont forcés à déménager dans des immeubles collectifs suite à la politique de systématisation du territoire, tandis que dans la capitale, le projet de la Casa Poporului (Maison du Peuple) est lancé. A partir de 1987, les conditions de vie sont dans un état si déplorable que le mécontentement raisonne aussi bien chez le peuple que dans les rangs du Parti communiste et de la *Securitate*. Les révoltes s'enchaînent dans les villes, jusqu'à faire chuter Ceausescu le 21 décembre 1989, qui prend la fuite après une manifestation lors d'un discours à Bucarest. Le Parti communiste n'est plus à la tête de la Roumanie.

Suite à la révolution de 1989, la Roumanie s'oriente peu à peu vers une politique capitaliste et démocratique. En 2007, elle adhère à l'Union Européenne en même temps que la Bulgarie. La période post-communiste sera vue plus en détails dans le chapitre qui lui est accordé.

Un rôle clé pour l'architecture

Bien que la Roumanie communiste se soit, au fil du temps, détachée sur le plan moral et politique de ses liens avec le stalinisme, l'influence de cette idéologie restera profondément ressentie au niveau des principes artistiques et architecturaux du pays, jusqu'à la chute du régime.

C'est en 1917, à Saint-Pétersbourg, que se forge au travers de la science marxiste la soif de nouveauté et de réinvention de l'Union soviétique. La volonté de partir à la découverte d'autres manières d'approcher ce que l'on avait connu jusque-là est palpable. Telle est également la direction vers laquelle les nouveaux dirigeants ayant tout juste saisi le pouvoir pointent alors du doigt. Il semble donc logique et impératif de signaler cette montée du socialisme au travers d'une identité visuelle forte, intimement liée à l'identité morale de la révolution qui vient d'éclater. Il est temps de construire une nouvelle société, un nouveau cadre de vie, de nouveaux repères. C'est le début d'une nouvelle ère, décrite par l'architecte et urbaniste Anatole Kopp dans son ouvrage sur l'architecture et l'urbanisme soviétiques:

« Le souffle de ce mois d'octobre traversa les ateliers des peintres et des sculpteurs, les plateaux de l'industrie cinématographique naissante, les cliques et les coteries des écrivains et des poètes, et les vieilles académies, où des générations d'étudiants en architecture avaient copié et recopié les modèles poussiéreux d'une architecture 'éternelle'. »¹

Cette nouvelle ère sera certes imposée aux roumains avec la présence des troupes soviétiques en 1945, mais également

¹ A. Kopp, *Town and Revolution - Soviet Architecture and City Planning 1917-1935*, p.1

reçue avec curiosité et espoir par nombreux d'entre eux. La Seconde Guerre mondiale avait fortement affaibli et déstabilisé le pays, de sorte que la population était ouverte à un renouveau, aussi drastique soit-il : la montée du communisme représentait sur le plan artistique, entre autres, un potentiel. Ce ressenti sera décrit par Ana-Maria Zahariade, chercheuse, écrivaine et architecte à l'université Ion Mincu, Bucarest, comme une « *opportunité longuement attendue de tester des idées plus audacieuses* »², une chance de pouvoir remodeler un pays et une société au travers de pensées nouvelles et innovantes.

En termes d'économie, de construction, de création, le modèle que la Roumanie s'apprête à suivre est celui dicté par Moscou, celui du régime staliniste. L'appréciation de ce dernier évoluera au fil des différentes phases du communisme et arrivera même jusqu'à un paradoxe complexe : celui d'un pays voulant échapper aux influences d'un autre mais qui, à travers la recherche de son propre style national, finira par retomber (ne serait-ce qu'au niveau de son fonctionnement) sur des principes similaires à ceux qu'il rejette³. On le voit par exemple dans le rapport similaire que le stalinisme et le communisme roumain 'déstalinisé' ont gardé avec la propagande, même si cette ressemblance ne surprend qu'à moitié, compte tenu du fait qu'ils ont tous deux été de nature totalitaire. Ce lien est largement expliqué par l'architecte et professeur Sorin Vasilescu, dans son ouvrage sur l'architecture totalitaire:

« *Dans le monde systémique totalitaire, l'art et plus spécialement l'architecture, ont comme fonction directe la transformation de la matière*

² A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.51

³ Constat exprimé à travers plusieurs articles et livres sur de Parti communiste sous Ceausescu

première qu'est l'idéologie dans un répertoire restructuré d'images génératrices de mythes destinés à une société prenant la forme d'entités de nucléons abstraits, formées à leur tour d'atomes abstraits : les hommes. »⁴

La vague de propagande ayant accompagné et suivi la révolution bolchevique a donné le ton vis-à-vis du puissant et immanquable lien entre les arts visuels et la politique. Quel meilleur moyen pour atteindre une large portion de la population, de la ville jusqu'à la campagne? Les poètes, écrivains, peintres et architectes sont alors devenus les messagers du mouvement socialiste, ainsi que de son plan de propagande. Plus encore, il s'agit-là d'une double mission, puisque l'on est à la recherche d'un nouveau style représentant le système. Un style qui souhaite se détacher du passé. Cette approche restera d'actualité en Roumanie tout au long des trois phases du communisme et finira même par devenir une obsession durant la dernière décennie avec Ceausescu dans sa volonté de créer un pays indépendant et original. En conséquence, l'État s'est rapidement rendu compte que parmi tous les vecteurs de propagande qu'il avait à disposition, l'architecture représentait la forme la plus visible et impactante, en plus d'être intimement liée au fonctionnement et au mode de vie de la société. Ce véritable 'Art de l'État' s'est alors vu attribuer une importance capitale au niveau des budgets et de son expression.

Dans l'architecture totalitaire, le style est un élément indispensable à la transmission d'un message représentant la nation et ses valeurs (fig. 2). Dans le cas du style soviétique (et non seulement), le mouvement cherche à « *générer un art qui se démarque structurellement de l'art de la culture bourgeoise* »⁵. Un

⁴ Sorin Vasilescu, *Arhitectura Totalitară*, p.9

⁵ *Ibid.*, p.11



fig 2. Affiche de propagande représentant Nicolae et Elena Ceaușescu, fin des années 70

style qui cherche à toucher la totalité du peuple au travers de son environnement de vie et de son besoin social. C'est ainsi que le Parti et l'Union des Architectes de Roumanie, sous les indications de Khrouchtchev, feront de l'architecture un outil politique et économique. La part de budget attribué au domaine de la construction sera des plus importantes, d'autant plus que le pays était dans une nécessité critique d'infrastructures et de logements. Ce lien intime entre construction et économie sera par la suite utilisé comme un instrument de justification de certaines décisions de l'État concernant des changements au niveau du style architectural, des directions urbanistiques et de la planification territoriale. Un exemple des plus connus est celui des démarches entreprises par Ceausescu afin de rembourser la dette publique roumaine, pour le bien-être et l'indépendance du pays. Ceci engendrera en réalité une baisse générale de la qualité des matériaux de construction, alors que paradoxalement, la Maison du Peuple est en chantier et ne semble pas touchée par la situation.

Être Architecte de l'État

De nombreuses professions, y compris celle d'architecte, se sont vues attribuer une grande importance au niveau du fonctionnement du pays, en même temps qu'elles ont été centralisées selon le système staliniste. Le contrôle ainsi obtenu par l'État lui permettra par la suite d'imposer un certain nombre de règles, dont certaines concernant tout particulièrement les styles d'expression artistique et architecturale, réduisant alors considérablement le degré de liberté au sein de ces milieux. L'espoir créatif ayant suivi la Seconde Guerre mondiale connaîtra un déclin progressif.

Ce resserrement pouvait déjà se faire sentir dans les salles de classe, où les programmes d'éducation avaient été largement adaptés à l'idéologie politique du pays, et soumis à une stricte censure. Dans les ateliers d'architecture, les étudiants s'échangeaient secrètement des exemplaires de *l'Esprit Nouveau* et de nombreux livres provenant d'une culture capitaliste strictement condamnée par les autorités à l'époque (Zahariade). Ces documents, aux yeux des jeunes architectes, représentaient un bien précieux.

Au niveau pratique, les barrières créatives étaient multiples. Premièrement et naturellement, les architectes étaient dans l'obligation de suivre les décisions et les envies politiques, qui dictaient le style national. Des discussions et des retours avaient tout de même lieu entre les autorités et les architectes, mais ces dernières disparurent de plus en plus sous Ceausescu en se rapprochant petit à petit du statut d'ordres. Les budgets attribués aux projets étaient minutieusement contrôlés et ajustés. Ceci rendait tout débordement impos-

sible, bloquant toute forme d'ambition autre que celles autorisées par l'Etat. Certains bâtiments ne rentraient toute fois pas dans cette catégorie, notamment les institutions ou les stations balnéaires, qui représentaient une exception.

En addition au style et au budget imposé, un troisième élément rentrait également en jeu. Il s'agit-là d'un principe plus large, qui touchait l'entièreté de la population (ainsi que d'autres pays dans des situations similaires à celle de la Roumanie) et qui se faisait ressentir différemment à chaque échelle : la réputation sociale. Cette dernière avait un impact sur par exemple, le domaine de l'éducation : pour rentrer dans une école, il ne fallait pas seulement compter parmi les meilleurs étudiants du pays, mais posséder des relations qui étaient considérées comme 'correctes' par l'Etat. Tout soupçon agissait comme une entrave. Ce mécanisme était tout autant présent concernant les appels d'offre du marché de l'architecture, puisque « *les compétitions libres, basées sur les compétences, furent émasculées à travers un dirigisme institutionnel (l'investissement était distribué à des instituts en particulier, ou les principes de réputation sociale avaient un impact sur la hiérarchie professionnelle)* »⁶. D'autre part, tout architecte qui réussissait à se construire un réseau suffisant pour obtenir la confiance du Parti, pouvait parfois aller jusqu'à jouer un rôle dans les décisions politiques en matière d'architecture ou d'urbanisme, en devenant presque « *plus qu'un architecte favori, mais une sorte de 'styliste personnel' du chef du Parti.* »⁷.

Concernant plus précisément le style architectural roumain, il verra ses influences évoluer plusieurs fois au cours du XXe siècle. En 1892 émerge la première école d'architecture, mise en place par la *Société des Architectes Roumains*, mu-

⁵ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.32

⁶ *Ibid.*, p.41

nie d'un enseignement se basant sur les principes des Beaux-Arts, tout en cherchant à rester proche du style propre au pays : il s'agit du néo-roumain.

Entre 1930 et 1950, avec la montée du modernisme, les influences se dédoublent : d'un côté, l'architecture moderniste, inspirée d'Europe de l'Ouest, de l'autre, celle plus traditionaliste, inspirée des valeurs orthodoxes de l'Est. Ces deux mouvements coexistent, et commencent à remplir les grandes villes encore alors parsemées de maisons campagnardes et pour la plupart, démunies d'électricité ou d'eau courante. Cette période verra également apparaître les premières revues d'architecture, *Arhitectura* (fig. 3) et d'urbanisme, *Urbanismul*, « *relevant un haut niveau de professionnalisme et de compréhension, aussi pragmatique que sensible, des conditions locales* »⁸ d'un pays en expansion rapide et dans un besoin critique de modernisation. Les réalisations de cette époque sont aujourd'hui, pour de nombreux architectes et historiens, le témoignage d'un certain âge d'or de l'architecture roumaine. Dans son livre sur l'architecture démolie à Bucarest durant la période communiste, l'architecte et dessinateur roumain Gheorghe Leahu transmet une certaine nostalgie :

« *A l'approche de la Seconde Guerre mondiale, notamment entre 1930 et 1940, on ressent la présence d'une architecture moderne, simple, fonctionnelle, sans décoration mais confortable et de bonne qualité, au travers de nombreuses réalisations remarquables.* »⁹

Durant une courte période suivant la Seconde Guerre mondiale, les architectes et urbanistes continuent à appliquer les mêmes procédés stylistiques, qu'ils soient néo-classicistes, modernistes, ou même Art déco : la plupart des projets ayant

⁷ Ibid., p.24

⁸ Gheorghe Leahu, *Bucurestiul Dispărut*, p.29



fig 3. Exemplaires de la revue *Arhitectura* (titre initial, 1940) et *Arhitectura R.P.R.* (titre sous la République populaire roumaine, 1961)

été commencés ou commandés avant la guerre, l'industrie de la construction continue à avancer à vitesse réduite, compte tenu de l'état économique du pays. Cependant, le chemin ainsi entrepris connaîtra très vite une tournure à partir de 1945, au vu des conséquences de la montée au pouvoir du Parti communiste et des lois accompagnant ce procédé. Les principes économiques stalinistes seront ainsi implantés, l'État devenant simultanément le seul investisseur, promoteur et propriétaire des terres. Les bureaux d'architecture privés voient dès lors leur portes se fermer progressivement jusqu'à être complètement scellées en 1950. S'ensuivent les mesures visant à contrôler non seulement les secteurs de la construction et de la conception, mais également l'opposition politique. Ces dernières eurent un impact considérable sur les architectes, puisqu'ils « *appartenaient à une catégorie sociale à laquelle le nouveau régime ne faisait pas confiance* »¹⁰. Suite à l'emprisonnement et l'arrestation de plusieurs figures d'influence, d'architectes et d'étudiants, un climat de peur généralisé s'installera sur la classe moyenne roumaine. Le plénum de 1952 finira par boucler la boucle en imposant le style dicté par l'Union soviétique, au travers de la création du Comité d'État pour l'Architecture et la Construction (*Comitetul de stat pentru arhitectura si constructii*). Ainsi fut instauré en Roumanie l'usage d'un seul et unique style, le réalisme socialiste.

Cette nouvelle vague d'influence générera une confusion ressentie par la grande majorité des architectes, voyant leurs idéologies professionnelles entrer en conflit avec les nouvelles ambitions politiques du pays, qui rejettent clairement le modernisme ou autres mouvements puisant leur inspiration dans l'Europe de l'ouest. En supplément, le pas-

¹⁰ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.29

sage vers le réalisme socialiste ne signifiait pas seulement un changement stylistique de l'architecture, mais une politisation profonde de la profession-même d'architecte.

La période réaliste socialiste ne fut que de courte durée, compte tenu du discours sur l'industrialisation de la construction tenu par Khrouchtchev en 1954 lors des débuts de la déstalinisation. Le but de ce dernier était radical : condamner la manière trop coûteuse de construire employée jusque-là par les architectes (ou les dirigeants), en se tournant vers une architecture standardisée, simplifiée, industrialisée :

« Une caractéristique commune de la construction dans ce pays est le gaspillage des ressources, et une grande partie de la responsabilité en incombe aux nombreux architectes qui utilisent des superfluités architecturales pour décorer des bâtiments construits selon des modèles uniques. Ces architectes sont un obstacle à l'industrialisation de la construction. Pour construire rapidement et avec succès, nous devons utiliser des modèles standard dans nos bâtiments, mais cela n'est manifestement pas du goût de certains architectes... »¹¹

Les investissements, suivant le nouveau plan d'industrialisation et de systématisation de la construction sur le plan national, transformèrent ainsi la tâche architecturale en une science reliant politique, économie, optimisation et préfabrication. Il s'agissait en réalité, dans les coulisses, d'une possibilité de retourner au modernisme mis de côté quelques années auparavant. Cependant, même si cela finira par être le cas, on gardera en surface la définition d'un art et d'une

¹¹ Extrait du discours de Nikita Khrouchtchev à la Conférence nationale des constructeurs, des architectes, des travailleurs des industries des matériaux de construction et de la fabrication des machines de construction et de voirie, et des employés des organisations de conception et de recherche et développement, le 7 décembre 1954

manière de faire fièrement socialistes et « *des mots tels que modernisme, fonctionnalisme et style international ne furent jamais prononcés* »¹².

Cette approche industrielle perdurera jusqu'à la fin du communisme et est à la source d'un immense pas en avant en matière de transformation du paysage roumain. Sous Gheorghiu-Dej, le pays gagnera de plus en plus d'indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, jusqu'à nouer des relations avec les pays occidentaux durant la guerre froide. Lors du passage vers la République socialiste de Roumanie en 1965, Nicolae Ceausescu à sa tête, les tendances nationalistes ne cesseront d'amplifier, et ce jusqu'à la chute du régime en 1989. Ceci aura naturellement un impact sur l'architecture.

Durant les années 70 et 80 se développe ainsi un style qualifié de '*postmodernisme néo-staliniste*' par Zahariade. En effet, ce besoin urgent d'un style national, guidé par le '*Conducator*', puisait en réalité ses principes dans les fondements stalinistes. Les nouvelles mesures mises en place (en particulier celle de la systématisation du territoire suivant le voyage en Asie de Ceausescu en 1971), seront à la source de plusieurs conséquences majeures intimement liées entre elles : la démolition puis reconstruction de quartiers et d'axes dans les villes (notamment dans la capitale qui vit s'effacer une partie considérable de son territoire et de son riche patrimoine historique), la dégradation progressive de la qualité des immeubles d'habitation, et l'apparition du nouveau style national roumain à travers la construction de nouvelles institutions dont l'exemple le plus frappant restera à jamais la Maison du Peuple (*Casa Poporului*), bâtiment encore en activité aujourd'hui, et possédant la plus grande superficie au monde pour un immeuble administratif, après le Pentagone.

¹² A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.55

Chapitre 2

Impact sur l'Architecture

Architecture Industrielle

Durant l'entièreté de la période communiste, le budget attribué à l'industrialisation sera des plus importants. Suivant les directives soviétiques, plusieurs plans d'investissement seront appliqués, contribuant ainsi à la montée de l'industrie lourde et de la machinerie, à l'électrification du pays, à la construction de routes, de logements, le tout participant à une transformation remarquable du paysage roumain. Plus qu'une nécessité, l'industrialisation deviendra une véritable fierté nationale : son lien avec l'économie, elle-même reliée à l'idéologie politique du pays, lui fournira un grand degré d'importance. Son application architecturale sera dès 1950 fortement motivée par la recherche de nouveauté visant à tourner le dos aux influences passées et aux tendances capitalistes de la première moitié du siècle. Ces principes seront toujours d'actualité, jusqu'à atteindre leur sommet dans les années 70 et 80, sous la Roumanie de Ceausescu.

Il est difficile de mettre le doigt sur la véritable nature du lien entre l'architecture industrielle et l'organisation économique du pays. Selon le discours de 1954 prononcé par Khrouchtchev, le choix de se tourner vers une architecture typifiée, préfabriquée, scientifiquement codifiée, était avant tout un choix lié à une stratégie financière. Cependant, ce changement était également accompagné de la possibilité de camoufler une envie de reconstruire l'image politique du pays tout en critiquant les façons de faire précédentes, même si cela ne représentait pas toujours les choix économiques les plus rationnels. Dans le domaine de la construction, « *par exemple, l'économie de certains matériaux destinés à être utilisés à*

d'autres fins (toujours prioritaires) est devenue plus importante que la rationalité de leur utilisation dans la construction. »¹³. Le béton gagnera par exemple en importance, puisque représentatif du processus de préfabrication. Ceci lui accordera une priorité par rapport à l'usage du bois ou du métal, même dans certains cas où il s'avérerait plus coûteux que ces deux alternatives. Ce phénomène sera également retrouvé plus tard, par exemple lors des coupes budgétaires liées au remboursement de la dette publique roumaine. Elles avaient lieu en même temps que le chantier de la Maison du Peuple, qui employait des matériaux plus onéreux que la moyenne, puisqu'il s'agissait là de modeler un bâtiment à l'image du régime. Ceci démontre une conséquence intéressante étant également valable pour d'autres régimes totalitaires: l'impact immédiat et facilité des désirs des dirigeants (aussi spontanés ou irrationnels soient-ils) sur l'organisation (ou réorganisation) des priorités architecturales et budgétaires de l'Etat.

Véritable outil politique, l'architecture industrielle se verra donc attribuer un statut quasi privilégié dans la discipline et sera même intégrée comme matière principale dans les cursus universitaires des étudiants en architecture. Elle représentait non seulement un nouvel univers architectural à explorer (l'architecture industrielle était jusque-là peu présente), mais bénéficiait également d'importants fonds qui lui étaient accordés. Sa position permettra alors aux architectes de se positionner à l'abri de certaines contraintes et d'ainsi se permettre de concevoir d'une manière plus libre. Ce degré de liberté se fera ressentir dans le choix des architectes de continuer dans la lancée moderniste de l'entre-deux guerres. Il est possible de constater cela à travers plusieurs exemples comme l'usine de vêtements de Focșani construite en 1963

¹³ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.35



fig 4. Usine de vêtements, Focșani, Roumanie, 1967



fig 5. Complexe chimique, Craiova, Roumanie 1975

(fig. 4) ou le complexe chimique de Craiova, terminé en 1964 (fig. 5).

Cette période de relâchement arrivera rapidement à un terme en conséquence des nouvelles mesures politiques mises en place par Ceausescu à partir de 1971. Sa volonté de détacher la Roumanie des autres pays du bloc communiste, tout en cherchant à rembourser l'entièreté de la dette publique eurent une conséquence à la fois au niveau des fonds attribués au domaine de la construction, ainsi que sur la qualité des matériaux et la liberté architecturale, qui commencèrent progressivement à baisser. La même année, il exprime cela officiellement à l'occasion de la 3ème conférence de l'Union des Architectes de la République socialiste de Roumanie. Dans ce dernier, il critique le degré de liberté présent dans l'architecture industrielle et appelle à un changement :

« Le souci de mettre en avant les murs et non l'élément déterminant de la production, les machines et les engins, a coûté cher à notre État. Il faut dire que la tendance à la démesure, et la pratique d'un style architectural extravagant et coûteux s'est également manifestée dans le domaine des structures sociales et culturelles (...) Dans le domaine de la construction industrielle, la préoccupation ne doit pas être de créer des 'œuvres d'art' architecturales, suscitant l'admiration des passants pour l'aspect extérieur des unités économiques, mais de créer le cadre approprié et les conditions nécessaires pour que les travailleurs puissent créer leurs propres œuvres d'art dans le domaine de la production de biens matériels, qui susciteront l'admiration, tant dans le pays qu'à l'étranger, grâce à une haute technicité, une qualité irréprochable, qui peuvent être compétitifs sur n'importe quel marché grâce au coût le plus bas possible. »¹⁴

¹⁴ Nicolae Ceausescu, discours prononcé lors de la 3ème conférence de l'union des architectes de la République Socialiste de Roumanie.

Il est intéressant de noter que ces mots furent prononcés avant le voyage de Ceausescu vers l'Asie, ce qui montre que les réformes politiques qu'il entreprit à son retour étaient peut-être déjà en marche sans être entièrement influencées par sa rencontre avec l'idéologie juche.

Architecture Résidentielle

Durant l'entière durée de la période communiste en Roumanie, l'importance de la transformation de l'économie en une économie industrialisée, urbanisée, et autosuffisante viendra de pair, tout comme dans le reste de l'Union soviétique, avec une redéfinition du rôle de l'humain au sein de la société. L'accent sera mis sur son importance dans une collectivité indispensable au bon fonctionnement du système, une collectivité propre à la nouvelle ère socialiste, où la ségrégation sociale n'avait pas sa place. En conséquence, « *s'établit une conception dialectique du rôle de l'environnement humain : reflet de la nouvelle société, il est en même temps le moule dans lequel cette société doit être coulée.* »¹⁵. En lien avec la migration des populations villageoises vers la ville et les nouveaux principes socialistes, l'idée de condensateur social motive les nouvelles formes architecturales.

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la seconde moitié des années 50 seront construites les premières formes d'architecture résidentielle collective, les Cvartals, îlots constitués de bâtiments d'appartements à hauteur moyenne (autour de quatre étages), et suivant le style socialiste moderniste dicté par l'Union soviétique. Ces ensembles, constitués d'une structure et d'ornements typifiés en béton préfabriqué, étaient principalement divisés en deux types : une approche plus modeste pour la classe ouvrière, et une autre légèrement plus soignée. Dans les deux cas, les cvartals offraient un confort apprécié des roumains. Le nombre d'appartements par paliers étant généralement réduit à trois pour les étages, et deux pour le rez. Le nombre de pièces variait de

¹⁵ A. Kopp, *Town and Revolution - Soviet Architecture and City Planning 1917-1935*, p.12



fig 6. Cvartal, façade ouest intérieure, avenue Panduri, Roumanie, 2016



fig 7. Cvartal, entrée sud, avenue Panduri, Roumanie, 2016



fig 8. Cvartal, entrée sud, avenue Panduri, Roumanie, 2016

deux pour les appartements plus modestes, à quatre pour les plus spacieux. Des espaces communs intérieurs et extérieurs de qualité étaient également aménagés. Les façades, plus ou moins ornementées, possédaient un rôle symbolique important agissant presque comme une devanture politique, venant parer « *d'un habit monumental l'architecture de masse et traduire ainsi la 'lutte des classes' en réalité physique* »¹⁶. Un exemple relativement démonstratif est celui des colonnes formant la composition des façades, couramment exprimées au travers de l'expression "coloane pentru popor" : les colonnes du peuple. Parmi les exemples de ces bâtiments présents dans la ville de Bucarest, un des plus élaborés reste le Cvartal situé dans le quartier de Panduri (fig. 6, 7, 8). Ce dernier semble avoir été l'objet d'une attention particulière, au vu de la composition de son enveloppe, dont les matériaux diffèrent d'ailleurs selon les registres : béton armé préfabriqué pour les étages inférieurs, brique apparente pour les étages supérieurs. Son expressivité lui vaudra notamment en 1957 les louanges de la revue *Arhitectura*, qui se réjouit en le donnant comme exemple du « *soin particulier apporté par notre parti et notre gouvernement pour assurer le meilleur logement possible au plus grand nombre de travailleurs possible* »¹⁷. Ce bâtiment était destiné au personnel militaire et est toujours en activité de nos jours. Les Cvartals sont aujourd'hui considérés comme certains des logements collectifs les plus qualitatifs de toute la période communiste.

Vers la fin des années 50 se déclenche sous Gheorghiu-Dej (et à la suite du discours de Khrouchtchev de 1954) le plan d'industrialisation de la Roumanie motivé par la déstalinisation. Le besoin de logement généré par les migrations incessantes

¹⁶ I.T.Tulbure, *Cvartale de locuințe din bucurești în perioada „stalinistă” - locuire, imagine urbană sau simbol?*, p.2

¹⁷ Article dans la revue *Arhitectura*, nr 4/1957

de la population vers les villes amènera dans de nombreux cas les familles à se partager les pièces des Cvartals. Voient alors le jour de nouvelles méthodes de préfabrication qui permettent la construction en chaîne de blocs d'habitation plus hauts, plus simples, plus nombreux. Grâce aux nouvelles techniques mises à disposition, on arrive à construire du logement de masse à une vitesse jamais connue auparavant. C'est en fait à partir de cette période que le paysage de nombreuses villes roumaines d'aujourd'hui se construit. Lors d'un entretien, Lucian Simion, architecte exerçant aujourd'hui à Bucarest, explique : « *Si l'on considère également que la population du pays a presque doublé au cours de cette période, on comprend comment les bâtiments résidentiels construits à cette époque ont fini par dominer l'environnement bâti, transformant définitivement et catégoriquement surtout les périphéries résidentielles des villes, mais aussi, dans certains cas, leurs centres.* »¹⁸. Le nombre de chambres par appartement est alors standardisé à deux ou trois, la hauteur des pièces réduite à 2,5 m, et la hauteur des blocs amenée à une moyenne de 7 à 9 étages. On compte entre 8 et 10 mètres carrés par habitant. Trois grades de confort seront également introduits : pour un deux-pièces, on arrive à moins de 36 m² pour un confort 3, entre 36 m² et 50 m² pour un confort 2, et entre 50 m² et 55 m² pour le confort 1. Les derniers ensembles de Cvartals furent achevés, pour laisser place dans la capitale aux premiers « *vastes complexes satellites de Bucarest : Titan-Balta Alba, qui compte aujourd'hui environ 400 000 habitants, Drumul Taberei Militari avec environ 350 000 habitants, Berceni Sud Oltenitei avec 250 000 habitants.* »¹⁹ (en 1995) (fig. 9, 10, 11). On retrouve naturellement ce même phénomène dans le reste des villes principales du pays.

Le style architectural fut également affecté : la construction

¹⁸ Lucian Simion, architecte, entretien du 2 Décembre 2021

¹⁹ Gheorghe Leahu, Bucurestiul Dispărut, p.30



fig 9. Titan-Balta Alba, Bucarest, Roumanie, 1963



fig 10. Drumul Taberei Militari, Bucarest, Roumanie, 1964



fig 11. Berceni Sud Oltenitei, Bucarest, Roumanie, 1975

de ces quartiers allait de pair avec un refus politique des influences stalinistes du socialisme moderniste. L'architecture restera préfabriquée, mais ne suivra plus le façadisme propre aux Cvartals, et se tournera vers des principes fonctionnalistes et Le Corbuséens. Ceci est par exemple ressenti dans les bâtiments formant le quartier d'habitation Titan : blocs préfabriqués en béton armé d'une hauteur tournant autour de 10 étages, espacés de larges zones publiques parsemées de verdure et de jeux pour enfants, disposés de façon parallèle ou perpendiculaire entre eux. Ces bâtiments offraient des appartements de type confort 1, et étaient initialement destinés aux travailleurs des usines du quartier, dont la fermeture des portes vers 1967 engendra l'arrivée de nombreuses autres personnes venant habiter les quelques 90'000 nouveaux appartements. Lors d'un entretien, Ica Marin (locataire des lieux depuis la construction du quartier) se rappelle de l'attention particulière apportée à la construction lors du chantier, ainsi qu'au grand respect des règles parasismiques, offrant une résistance remarquable au quartier tout entier lors du violent séisme de 1977 (magnitude 7,2).

Le discours prononcé par Ceausescu en 1971 deux semaines après son retour de voyage en Chine, Corée du Nord, Vietnam et Mongolie, impactera fortement la situation. Les "Tezele din Iulie" (Thèses de Juillet) auront pour but une re-dogmatisation et une réaffirmation du contrôle idéologique inspirées de l'idéologie juche, et qui toucheront par conséquence l'ensemble des principes architecturaux. En réactivant l'usage de propagande initié par le mouvement staliniste, tout en critiquant l'occidentalité, Ceausescu appelle par au retour d'une architecture à caractère national. Des ornements et des volumes plus complexes font alors leur apparition, en même temps qu'une pression de délais

croissante et une baisse des budgets motivée par l'envie de Ceausescu de se libérer de la dette publique roumaine. Ceci amènera à une baisse de la qualité des bâtiments, aussi bien au niveau de leurs matériaux que de leur construction de plus en plus précipitée.

Le tremblement de terre de 1977 sera suivi de plusieurs décisions politiques visant à augmenter encore plus l'aspect idéologique de l'architecture, notamment celle de « *l'introduction de panneaux de façade préfabriqués avec des 'motifs nationaux'* »²⁰, décision ne faisant que creuser un gouffre plus grand entre les demandes architecturales et la qualité de leur exécution. Ce nouveau type d'architecture post-stalinienne peut être observé sur plusieurs axes et croisements principaux des villes : c'est avant tout les voies les plus empruntées dans les villes qui se sont vues attribuer un soin particulier. Un exemple, pour ne pas donner les bâtiments résidentiels construits dans le cadre du projet de la maison du peuple (bien qu'ils soient démonstratifs de ce nouveau style) se trouve sur le Boulevard Basarabia à Bucarest, une des principales artères de circulation de l'est de la ville (fig. 12). Les deux blocs disposés en miroir, en forme d'angle droit arrondi épousant la forme du croisement et possèdent des volumes complexes, composés de balcons saillants aux angles émoussés, de moulures au niveau des garde-corps, de façades composées de plusieurs matériaux. Deux colonnes massives marquent également une imposante loggia située au dernier étage, au coin de chaque bâtiment: le retour des « colonnes du peuple »? On remarque aussi que la façade arrière n'a pas bénéficié du même degré d'attention : il était inutile et coûteux de traiter des façades qui n'étaient pas exposées le long des routes principales (fig.13).

Habiter ces blocs à l'époque du communisme a participé

²⁰ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.62-63

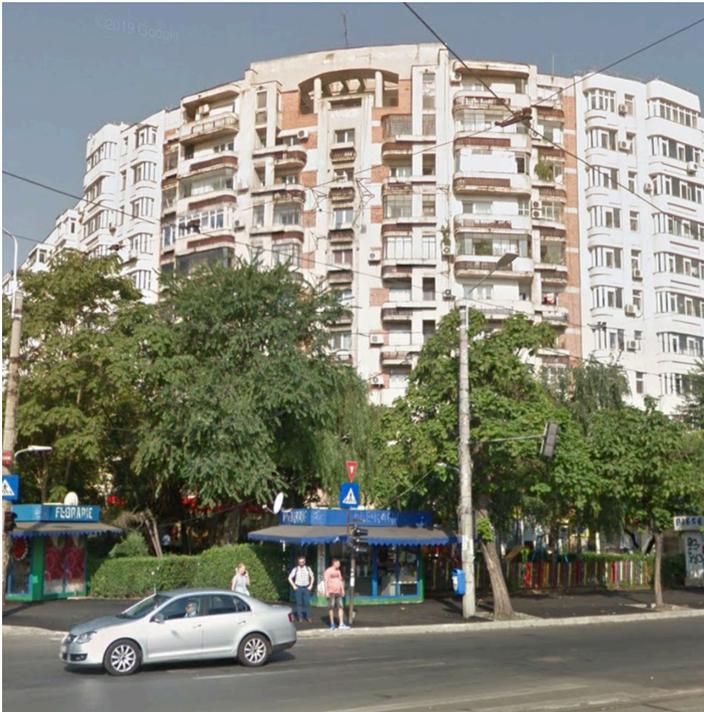


fig 12. Bâtiment au croisement du Bvd Basarabia et du Bvd Chișinău, Bucarest, Roumanie, 2019



fig 13. Bâtiment au croisement du Bvd Basarabia et du Bvd Chişinău, façade arrière, Bucarest, Roumanie, 2019

à la création d'une manière de vivre pour des générations entières. Ces condensateurs sociaux favorisaient largement le contact humain, de plus que leurs habitants se rendaient aux mêmes magasins, écoles, parcs, ou usines²¹. Si l'on ajoute à cela les difficultés liées à la pénurie à se procurer certains biens, on peut sans hésitation dire que dans ses moments les plus austères, le communisme a créé des liens entre les gens à travers la débrouillardise dont ces derniers ont dû faire preuve pour survivre collectivement. Il était assez courant d'échanger un service contre un aliment ou autre bien secrètement produit puis ramené dans la capitale par le cousin de la tante du voisin. Les liens familiaux et sociaux s'avéraient précieux, jusqu'à même amener à une fausse modestie entre les habitants.

Le lieu de vie était également synonyme de contrôle sur plusieurs points. Les consommations en eau, gaz et électricité étaient supervisées de près par l'Etat, qui en régulaient donc l'accès aux domiciles des roumains au moyen d'horaires fixes. Des visites étaient régulièrement organisées afin de vérifier que chaque appartement était en règle vis-à-vis de sa consommation ainsi que de son occupation. Il arrivait souvent que certaines personnes chauffent leur appartement à l'aide de leurs cuisinières, notamment en hiver lorsque le chauffage et l'isolation des bâtiments s'avéraient insuffisants. Ces habitudes représentent un énorme risque pour l'habitant (elles étaient condamnées par les autorités) qui cherchait le plus souvent à se mettre d'accord avec ses voisins pour que ces derniers ne le dénoncent pas²².

Une autre solution pour parer au manque de chauffage,

²¹ Les principes de distribution de la population et des programmes seront vus plus en détail dans le sous-chapitre sur l'urbanisme.

²² Informations tirées d'un échange avec Ica Marin, ayant résidé dans le quartier Titan à partir de 1967.

d'ailleurs toujours en vogue aujourd'hui, était celle de fermer les balcons des appartements à l'aide de panneaux en verre. En procédant ainsi, il était possible de créer un buffer thermique et ainsi réchauffer certaines pièces. Ce choix était strictement individuel et mit en application via les connaissances et moyens de chacun. Cette installation non collective changeait donc considérablement l'aspect extérieur des façades des blocs. En effet, l'intervention provoquait tant en aspect, qu'en qualité d'exécution des différences notoires. Cette solution illustre un paradoxe mettant en scène d'un côté le mode de vie communautaire instauré dans le pays et la réponse de ses habitants qui déforme l'image collective phare de ce dernier, à travers l'image d'un bloc communiste réapproprié par les besoins et envies de chacun. Une unité imposée et une contestation indirecte de cette dernière, toutes deux puisant leur sources dans un même choix politique et économique. Cela démontre au final, sur le plan culturel, un certain « *mépris pour l'environnement commun dans lequel les roumains vivent, une caractéristique culturelle qui a marqué la qualité de l'espace habité bien plus profondément que les blocs communistes eux-mêmes.* »²³.

²³ Lucian Simion, architecte, entretien du 2 Décembre 2021

Urbanisme et Territoire

Les fondements de l'urbanisme et de l'organisation du territoire roumain après la Seconde Guerre mondiale se basent sur des principes socialistes fermement opposés aux valeurs capitalistes. La ville capitaliste est alors décrite comme un produit du « *développement chaotique d'une société fondée sur l'exploitation* »²⁴ et présentant des « *différences scandaleuses entre le centre et la périphérie, l'expression la plus évidente de l'inégalité sociale.* »²⁵. La ville socialiste, quant à elle, avait comme but la collectivité et l'annulation de la ségrégation sociale, insinuant par conséquent la nécessité d'une redéfinition du fond et de la forme des zones urbaines. Ceci n'allait pas forcément à l'encontre de la volonté de certains architectes et urbanistes de l'entre-deux guerres, en particulier ceux qui avaient déjà eu les yeux rivés sur la modernisation de l'Europe de l'ouest : pour eux, une réorganisation des espaces urbains étaient nécessaire, et ils voyaient la capitale et les autres villes principales roumaines comme de grands villages composés d'habitations trop traditionnelles. C'est pour cela que certains accueillirent la pensée urbaine socialiste comme une opportunité d'appliquer leurs visions, qui jusque-là n'avaient pas encore dépassé le stade de projet théorique.

Pendant la période staliniste précédant les nouvelles directions données par Khrouchtchev en 1954, apparaissent les premiers quartiers d'habitation, en particulier dans la capitale. Ces nouvelles zones d'habitation sont formées de plusieurs cvartals, disposés le long des routes principales

²⁴ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.51

²⁵ *Ibid.*, p.51

de sorte à pouvoir être répétés indéfiniment en cas de besoin. Ceci représente une première introduction de grilles urbaines orthogonales, cherchant à suivre un système précis, en réponse au tissu urbain précédent qui, au fil des années, s'était « *développé de manière organique, sans la rationalisation d'une grille ou d'un axe droit* »²⁶. Ces premiers quartiers cherchaient également à répondre à la forte croissance de la population suite à la Deuxième Guerre mondiale, ainsi qu'à la demande de logements ouvriers liés à l'élan d'industrialisation du pays (fig. 14). Les cvartals ne dépassant guère une hauteur de cinq étages, ils se mêlaient au tissu urbain existant d'une manière relativement harmonieuse, loin des contrastes que son successeur, le bloc, s'apprêtait à générer. Cette période sera également marquée par la construction à Bucarest de l'imposante 'Casa Scînteii' (fig. 15), aujourd'hui connue sous le nom de Casa Presei Libere (maison de la presse libre). Construit selon les principes architecturaux des gratte-ciels staliniens, l'édifice accueille l'ensemble des publications des médias roumains et la presse du Parti communiste. On estime que les préparations au projet datent de 1952, lorsque l'hippodrome Baneasa, sur lequel le bâtiment allait être construit, fut partiellement démoli (puis entièrement démoli en 1960). Cette démolition avait en réalité un double enjeu : préparer le terrain à la construction du futur symbole communiste de la ville, et également se débarrasser d'un des principaux lieux de protestation anticommuniste de la capitale.

Après 1954, suite aux nouvelles indications données par Khrouchtchev, Gheorghiu-Dej critique à son tour l'approche socialiste-moderniste de l'architecture, en même

²⁶ Juliana Maxim, *The microrayon: the organization of mass housing ensembles*, Bucharest, 1956-1967, p.3

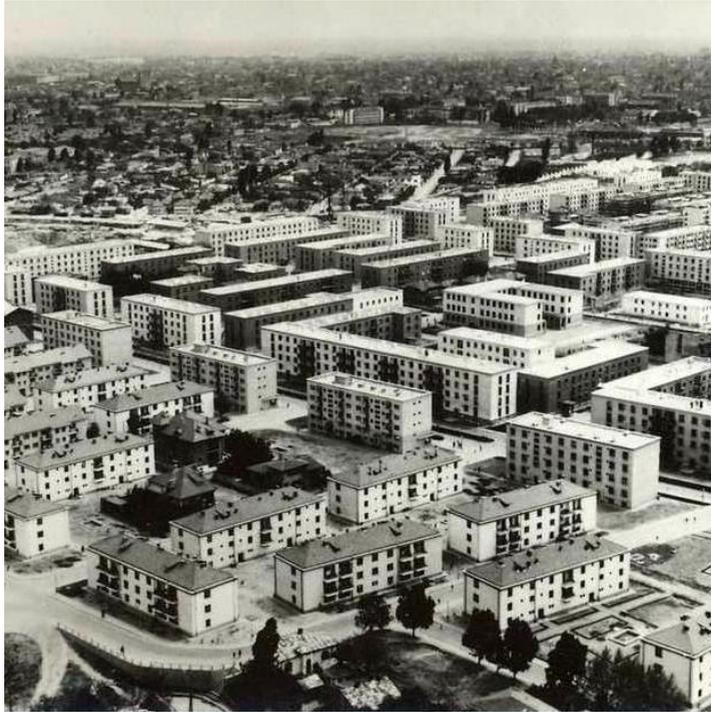


fig 14. Quartier de Floreasca construit en 1957, Bucarest, Roumanie, 1968



fig 15. Casa Științei, Bucarest, Roumanie, 1959

temps qu'il appelle à de nouvelles interventions urbaines visant à compléter les terrains inoccupés des centre-villes, restructurer les principaux axes et boulevards, et construire les premiers quartiers de logement de masse en périphérie (Bucarest sera particulièrement touchée par ces nouvelles règles). Apparaissent alors les premières références au principe de microraiion, principe progressivement mis en place dans l'entièreté du bloc soviétique, dans une période où « *les architectes réorientent radicalement leurs pratiques de planification des projets de logement relativement petits (les cvartals) (...) vers l'organisation de l'ensemble du territoire de la ville, une ville qui est désormais conçue, planifiée et développée comme une totalité.* »²⁷. Le microdistrict, ou microraiion, était une unité de planification urbaine mathématiquement calculée, représentant une zone résidentielle d'un maximum de 10'000 habitants possédant une distance maximale de 500m entre les logements, services et transports publics. Il venait de pair avec une volonté d'une part de répondre à une crise du logement croissante, et d'autre part d'arriver à un nouveau paysage soviétique désalinisé, industrialisé, réformé. L'icône de cette période, le bloc d'habitation, n'était donc en réalité qu'une application à échelle réduite d'une révision scientifique de l'organisation architecturale et urbanistique non seulement en Roumanie, mais également dans le reste du bloc soviétique. La facilité d'accès aux écoles, cinémas, magasins, hôpitaux et autres programmes rendait ces quartiers agréables à vivre. Les distances étaient le plus souvent parcourues à pied, puisqu'il était extrêmement rare de posséder une voiture, chose qui était prise en compte au vu des larges zones pédestres mises à disposition. Si l'on regarde certaines des valeurs essentielles de ce nouvel outil de planification, on retrouve en réalité plusieurs similarités avec les modèles américains ou

²⁷ Ibid., p.3

d'Europe de l'ouest, comme le fait de vouloir constituer « *une unité organique, visant à relier ses habitants par l'utilisation quotidienne d'institutions sociales et culturelles communes* »²⁸, ou des principes tels que les unités d'habitation, les ensembles urbains, les cités... Il restait cependant impératif de rester critique vis-à-vis des manières de faire capitalistes, même si cela signifiait donner un terme différent à des volontés semblables. On peut tout de même noter que la politique de propriété des terres étant différente pour beaucoup de pays de l'ouest (système de propriété privée) dont les architectes rencontraient plus de difficultés lors de l'élaboration de larges quartiers modernistes que leurs voisins chez qui l'État était maître et pour qui « *la nationalisation des terres a été un grand soulagement pour la libre composition urbaine. Elle a conduit dans plusieurs cas à des projets plus spacieux que ceux de nombreux pays occidentaux, où la propriété foncière était une contrainte. Pendant un certain temps, de nombreux architectes du monde entier ont considéré cela comme la preuve de la supériorité du système communiste par rapport à celui basé sur la propriété privée - et les architectes locaux en tiraient beaucoup de fierté.* »²⁹ (cette opinion sera amenée à changer plus tard avec le durcissement politique et économique que subira le pays sous Ceausescu). Les quartiers construits en périphérie de la ville existante ne nécessitaient pas de démolitions, alors que ceux construits dans le centre, parmi le tissu urbain historique, bénéficiaient d'une attention particulière visant une implantation non-invasive, en plus d'un budget plus flexible. Les axes de plusieurs villes furent ainsi restructurés, d'une manière parfois plus destructrice dans certaines villes que dans d'autres. On note par exemple des différences entre la capitale, où les travaux ont par moment été effectués avec plus de soin que dans d'autres villes comme Suceava (fig.

²⁸ Ibid., p.2

²⁹ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.56



fig 16. Bvd George Enescu, Suceava, Roumanie, 2015



fig 17. Iasi, Roumanie, 1989

16) ou Iasi (fig. 17). À Bucarest, plusieurs projets seront fort appréciés de leurs habitants, et réussiront à éviter de tomber dans une potentielle monotonie : les quartiers Titan (précédemment cité) et Giurgiului avec leurs parcs et ses espaces verts de qualité, ou encore les logements construits autour du Parc du Cirque en 1960.

Les tendances urbaines seront (tout comme il a été vu avec les tendances architecturales) également influencées par la nouvelle politique mise en place dans les années 70 par Ceausescu. Lors de son discours pour la 3ème conférence de l'Union des Architectes de la République socialiste de Roumanie, il critique le travail jusque-là accompli, qui selon lui ne suit pas assez rigoureusement les principes de systématisation mis en place :

« Dans les nouveaux quartiers, les blocs d'appartements sont parfois dispersés au niveau du sol et ne sont plus reliés entre eux par des rues et des boulevards clairement définis dans une ligne urbaine claire. Une telle disposition entraîne également un gaspillage de terrain. Le maintien de grandes surfaces inutilisées entre les immeubles d'habitation a non seulement un impact négatif sur l'image architecturale du quartier ou de la localité en question, mais réduit également la densité de construction de logements et empêche de répondre dans les meilleures conditions possibles aux besoins d'espace habitable dans ces villes. »³⁰

Ce discours sera la source de plusieurs nouvelles règles et lois concernant les éléments fondamentaux d'urbanisme, principalement basés sur des critères économiques. L'étalement urbain des années précédentes cessa peu à peu, puisqu'il allait de pair avec une perte du territoire agricole

³⁰ Nicolae Ceausescu, discours prononcé lors de la 3ème conférence de l'union des architectes de la République Socialiste de Roumanie.

potentiel, ce dernier devant impérativement être contrôlé et cultivé au moindre centimètre carré, selon le programme de systématisation mis en place à partir de 1971. L'énergie des architectes et des urbanistes devait à présent se concentrer sur la densification du tissu urbain existant. Les blocs, toujours plus hauts et toujours plus optimisés, furent construits sur n'importe quel terrain offrant une surface estimée suffisante, sans nécessairement tenir compte des espaces publics ou de la végétation qui étaient détruits. Les villes perdront beaucoup de leur porosité, et on commencera ainsi à utiliser de plus en plus l'expression de 'cartiere dormitoare' : les quartiers-dortoirs. Un autre élément viendra également impacter le visage urbain; la volonté de Ceausescu de restructurer les rues principales des villes en alignant côte à côte les façades des bâtiments. La mise en oeuvre de cette décision (rendue officielle en 1975 avec la loi 43/1975) s'avèrera beaucoup plus radicale que les restructurations d'axes des années 50 et 60 sous Dej, créant désormais des « *artères transformées en corridors étroits, opaques et amorphes, entièrement indifférents à ce qui se passait derrière eux.* »³¹. Les interventions architecturales deviendront plus invasives, plus destructrices qu'avant, en créant des percements qui iront parfois jusqu'à détruire des parties entières de centres historiques. Les anciens quartiers se retrouvant englobés par les boulevards monumentaux ne seront pas pris en compte, leur rues désormais transformées en cul-de-sac aboutissant sur les nouveaux blocs aux hauteurs imposantes. Ces éléments peuvent encore aujourd'hui être retrouvés dans plusieurs villes roumaines : à Cluj, la Strada Bucuresti présente un contraste des plus étranges entre les maisons de campagne traditionnelles d'un côté, et les blocs communistes (années 70?) de l'autre (fig. 18). A Bucarest, les immeubles de la rue Splaiul Unirii (fig. 19),

³¹ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.62



fig 18. Strada Bucurest, Cluj-Napoca, Roumanie, 2012



fig 19. Splaiul Unirii, Bucarest, Roumanie, 2011 (le tronçon de 300m mentionné dans l'étude n'est pas visible ici)

construits en arc de cercle au bord de la rivière Dâmbovița, agissent comme un mur urbain pour le quartier de maisons et de cvartals qui le précèdent, en coupant la vue et l'accès au bord de l'eau sur plus de 300 m.

Jusqu'en 1977, les nouveaux blocs post-staliniens fleurissent en accordant une attention particulière aux monuments historiques, en essayant le plus possible de les intégrer aux nouvelles interventions urbaines. Cette année représentera un tournant majeur pour la politique communiste, et par extension, pour son architecture et son urbanisme. Le séisme de magnitude 7,2 fait s'effondrer dans la capitale plusieurs dizaines de blocs, églises, maisons, et autres éléments du patrimoine roumain. Cet événement sera utilisé par Ceausescu à son avantage, comme prétexte pour un nouveau projet politique : la construction d'un nouveau centre civique et administratif en plein cœur de la capitale. L'échelle de ce projet a une signification très claire : il va falloir démolir une portion considérable de la ville pour faire place aux nouvelles demandes du président. Gheorghe Leahu, architecte ayant dirigé le projet pour une des zones concernées (et qui a d'ailleurs participé à l'appel d'offres pour le projet de la Maison du Peuple), explique dans son livre retraçant les nombreuses démolitions de 1977 à 1989 : « *une fois acceptée l'idée (de ce projet), (...) l'intérêt pour l'aspect urbanistique, pour les nouveaux quartiers, pour les monuments mais surtout pour les églises commence à diminuer un peu plus chaque jour, pour disparaître finalement.* »³². On estime aujourd'hui la surface démolie à environ 5 km², soit l'équivalent de quatre arrondissements parisiens³³. Le nombre de démolitions surpasse celles de la Seconde Guerre mondiale et du tremblement de terre cumulées :

³² Gheorghe Leahu, *Bucurestiul Dispărut*, p.126

³³ Bogdan Andrei Fezi, *De la systématization de Bucarest à la destruction des villages roumains*, p.7

« 40 000 bâtiments dont 27 églises orthodoxes, six synagogues et trois églises protestantes. »³⁴. Pour les habitants, il n’y a pas de recours possible : leurs logements doivent impérativement disparaître, le déménagement vers de nouvelles constructions encore dépourvues d’eau, gaz et électricité doit se faire vite, et sans commentaires.

De nombreux architectes, historiens, artistes et autres spécialistes s’opposèrent aux démolitions de plusieurs bâtiments aux valeurs patrimoniales riches, mais leurs pétitions étaient le plus souvent ignorées. Il était facile et courant, comme ce fut le cas pour l’église Enei (située à Bucarest, et qui survécut au tremblement de terre), de heurter des bâtiments “par hasard” lors des chantiers de démolition du terrain voisin (fig. 20). Dans d’autres cas, les bâtiments étaient préservés, mais déplacés derrière les nouvelles constructions au moyen de rails disposés au sol, ou parfois même entièrement soulevés puis reposés tous les x mètres. Ces déplacements endommageaient souvent les bâtiments, qui n’étaient pas traités après coup. Ce fut par exemple le cas pour l’église Schitul Maicilor (Bucarest), dernière survivante d’un plus grand ensemble monastique portant le même nom. Son déplacement vers la rue Mitropoli Antim Ivireanu mit cinq mois entre le moment où elle fut soulevée à 1m du sol pour la première fois, et lorsqu’elle arriva finalement à destination³⁵ (fig. 21). Ce n’est qu’en 1995 que l’église eut assez de fonds pour restaurer les nombreuses fissures, et marches de marbre brisées lors de son déménagement.

Au fil des années, le nouveau centre s’installera donc dans Bucarest en créant une brisure intense avec tout ce qui avait pu le précéder. En termes d’échelle, la place Alba Iulia, le Palais du Parlement, et les imposants bâtiments bordant

³⁴ Ibid., p.7

³⁵ Chiffres tirés de “Schitul Maicilor, o minune ascunsă între cladiri masive”, article paru le 1er Janvier 2022 dans le Journal de Sibiu



fig 20. Eglise Enei, Bucarest, Roumanie, 1977



fig 21. Eglise Schitul Maicilor, Bucarest, Roumanie, 1982

le Boulevardul Unirii (Boulevard de l'Union) qui les relie semblent presque avoir été l'objet d'un collage papier de deux entités distinctes. En regardant par exemple la structure des rues, on aperçoit que le nouvel axe vient complètement interrompre un développement urbain à la base radial-concentrique. D'autre part, on remarque que certaines des artères construites en partant du boulevard n'ont pas toujours de finalité, et ne semblent pas conduire à un point précis, comme c'est le cas avec le Boulevard Corneliu Coposu. La volonté principale de ce projet était-elle de restructurer la ville pour le bien de tous, ou de suivre un souhait présidentiel d'exposer physiquement la puissance communiste, sans trop se soucier ni de la logique, ni du fonctionnement de sa mise en œuvre? Le nouveau centre civique représente certes un accomplissement remarquable en termes de rapidité de construction et d'effort humain (on compte entre autres la participation de 300 architectes et ingénieurs rien que pour la Maison du Peuple, ainsi que plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers). On pourrait presque dire qu'il est un exemple de ce qu'un régime est capable d'accomplir lorsque les forces sont rassemblées et tournées vers une création architecturale et urbanistique commune. Mais la magie disparaît vite lorsque l'on détourne l'œil pour regarder l'état du reste de la capitale et du pays en même temps que l'on construisait l'éclatant projet du président Ceausescu (fig. 22, 23).

Dans les villes, le budget attribué au reste du domaine de la construction devient de plus en plus restreint; les immeubles perdent en qualité, l'accès au gaz et à l'électricité est de plus en plus contrôlé. La pénurie alimentaire se fait ressentir de jour en jour pendant qu'à l'école, on enseigne aux enfants et aux jeunes la supériorité d'un système politique où l'on ne manque jamais de rien. Sur les places, de gigantesques

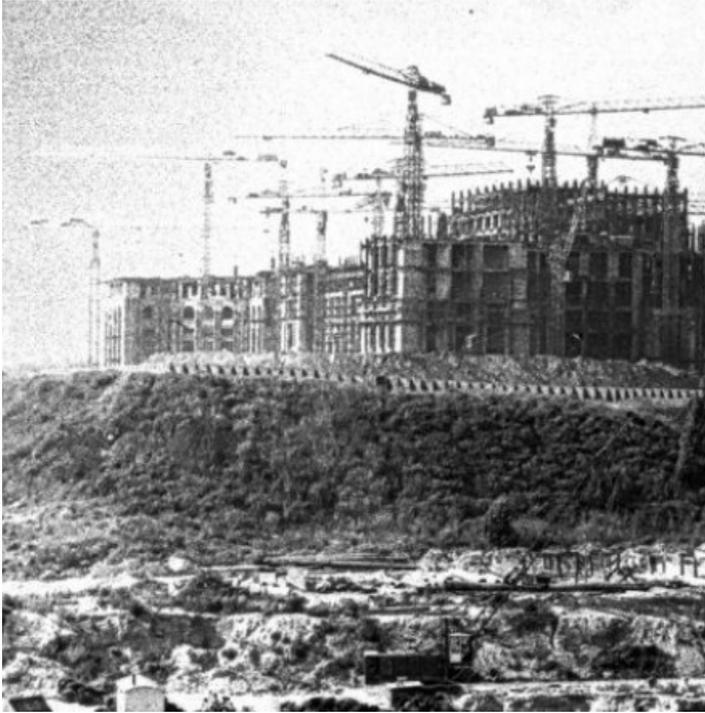


fig 22. La Maison du Peuple en construction, Bucarest, Roumanie, 1984



fig 23. La Maison du Peuple aujourd'hui, Bucarest, Roumanie, 2019

halles alimentaires sont construites, sans pour autant avoir un impact sur les produits mis à disposition des roumains. La population est coincée entre une apparence et une réalité qui amènera la politique de Ceausescu à sa perte.

Pour le reste du territoire, la politique de systématisation deviendra de plus en plus stricte à partir de 1965, ce qui affecte plusieurs milliers de villages. Dans une volonté de tirer un maximum de profit de la production agricole, la collectivisation mise en place par l'Union soviétique est appliquée en Roumanie après la Première Guerre mondiale : on confisque alors les propriétés agricoles pour les regrouper dans des complexes fermiers appartenant à l'Etat. De nombreuses révoltes auront lieu, et nombreux seront les paysans fusillés ou déportés dans des colonies de travail. On considère que, jusqu'en 1965, « *la collectivisation ne produit pas une modification profonde des villages mais anéantit toute capacité de résistance aux destructions ultérieures* »³⁶. Pendant ses premières années à la tête du pays, Ceausescu lance un programme de recherche scientifique visant à restructurer les départements roumains à travers des « *recherches scientifiques réalisées par des spécialistes de différents domaines, architectes, urbanistes, économistes, géographes, sociologues, ethnologues, (...) toujours dirigées par le parti* »³⁷. Au cours de ces études sont alors effectués des calculs visant à augmenter la production agricole, tout en réduisant le nombre d'employés. En 1973 on aboutit alors à un programme qui commence à être appliqué au pays tout entier un an plus tard, à travers la 'loi n.58 sur la systématisation du territoire et des localités urbaines et rurales' : il faut transformer les plus grands villages en leur attribuant le statut de ville, et reconsidérer l'existence des plus petits pour gagner plus de

³⁶ Bogdan Andrei Fezi, De la systématisation de Bucarest à la destruction des villages roumains, p.4

³⁷ Ibid., p.5

surface exploitable possible. Dans les deux cas, la conséquence est la même : la population des villages doit être relogée dans des immeubles d'appartements afin de densifier et réduire la surface d'habitation du territoire. Suite à ces nouvelles indications, des déplacements de population ont lieu, créant un afflux difficilement gérable par les villes.

Le séisme de 1977 aura comme impact d'accélérer les principes énoncés quelques années plus tôt. Il sera proposé de complètement raser les villages touchés afin de les reconstruire selon les nouvelles directives. Cependant, la zone la plus endommagée par le tremblement de terre fut la capitale : les efforts y seront plus concentrés que dans les campagnes, permettant ainsi à une large portion de patrimoine culturel d'échapper aux démolitions. Ce n'est qu'à partir de 1986 que la destruction de nombreux villages commence à se concrétiser. Leurs habitants avaient certes été délocalisés, mais les fermes et les églises n'avaient pas nécessairement cessé d'exister. Cependant, cette année-là voit le jour un rapport provenant du Comité central du Parti prévoyant le démantèlement de plus d'un tiers des villages présents dans le pays, soit 3'931 villages pour 2'139'172 foyers (notons que la population roumaine en 1984 est estimée à 22,84 millions). La volonté de restructurer ainsi le territoire venait en réalité avec un autre objectif : celui de contrôler le lieu de vie, et la manière d'habiter des Roumains. La concentration de la population dans des bâtiments de logement collectif servait à garder un œil sur les déplacements de la population au sein du pays, tout en s'assurant, à l'aide de nombreuses visites de la part des autorités, qu'aucune forme de solidarité ou indépendance ne risquait de naître entre les gens au travers de valeurs communes telles que la religion ou la cellule familiale. En réponse à la situation, la professeure, écrivaine et militante Doina Cornea enverra plus de trente lettres d'ap-

pel à l'aide à Radio Free Europe, qui les diffuse aussitôt. Ces dernières, lues par la radio en question, lui vaudront la perte de son emploi à l'université de Cluj, suivi des nombreuses et dures séances d'interrogations de la police politique. Elle fut ainsi surveillée puis incarcérée, avant d'être libérée la veille de la chute du régime. Ses nombreuses lettres ont permis de mettre en lumière auprès d'autres pays la situation de péril dans laquelle se situaient les villages roumains, leurs habitants, et leur patrimoine culturel. La première lettre, intitulée « Scrisoare către cei care nu au renunțat să gândească » (Lettre à ceux qui n'ont pas renoncé à penser), décrit d'une manière tout à fait touchante un sentiment partagé par la majorité de la population à l'époque :

« A travers vous, je m'adresse à tous ceux qui veulent encore penser dans ce pays, aux personnes de bonne foi qui veulent contribuer, de par leurs efforts, à arrêter l'effondrement qui nous menace. Je suis convaincue qu'aucun effort, aussi petit soit-il, n'est vain, et j'espère que ma lettre pourra donner matière à réflexion. (...) Nos paysans, porteurs de valeurs latentes, ont été déracinés des périphéries des villes. Les travailleurs eux-mêmes ont été affaiblis en tant que classe par cette invasion hétérogène. (...) Nous sommes devenus un peuple sans échelle de valeurs morales et spirituelles. Un peuple nourri uniquement de slogans réducteurs, stéréotypés, homogénéisants, qui, par leur fréquence obsessionnelle, étouffent toute ouverture à la vérité, au renouveau, à la création. »³⁸

Grâce à cette lettre, plusieurs pays réagiront, comme la Belgique, la France et la Suisse qui, à travers l'Opération villages roumains (OVR) adoptent certains des villages menacés afin de les protéger du plan de destruction. Jusque 2'200 villages seront ainsi préservés grâce au programme.

³⁸ Doina Cornea, Scrisoare către cei care nu au renunțat să gândească (Lettre à ceux qui n'ont pas renoncé à penser), Radio Free Europe, 1982

En 1989, quelques mois avant la chute du Communisme plusieurs pays condamnent les projets de Ceaucescu, et les qualifient de non-respect aux droits de l'homme. Cela n'empêchera pas le président de durcir à nouveau ses objectifs, en prévoyant la démolition d'un nombre de villages encore plus élevé. Cependant, la chute du pouvoir était déjà enclenchée et ce projet n'arrivera jamais à sa fin. La plupart des villages roumains seront sauvés, et peu à peu restitués à leurs anciens habitants.

Les Exceptions

Bien que la période communiste ait recouvert la Roumanie d'une couche de peinture relativement homogénéisante, plusieurs bâtiments ont pu, grâce à leur fonction particulière, se libérer de certaines contraintes, de la même manière que les bâtiments industriels ont pendant un temps représenté un échappatoire stylistique pour les architectes.

Une première catégorie regroupe l'ensemble des bâtiments singuliers à caractère national, comme la Casa Scintei ou la Maison du Peuple. Ces projets étaient des plus importants pour le Parti puisqu'ils agissaient comme un visage politique et culturel au sein de la ville. Pour ces deux exemples, le style architectural reste fortement dicté par les influences stalinistes ou post-stalinistes. Cependant, sous Gheorghiu-Dej et durant les débuts de Ceausescu, l'expression architecturale gagne en liberté : les influences modernistes, brutalistes, Bauhaus se font ressentir dans plusieurs projets à travers le pays. Parmi les bâtiments à caractère culturel, on peut compter le Cirque Métropolitain de Bucarest, construit entre 1960 et 1961 (fig. 24). Situé au milieu d'un parc qui sera par la suite entouré d'un complexe résidentiel au caractère moderniste, le cirque conçu par Nicolae Porumbescu et son équipe renferme une salle de spectacle concentrique de 13m de diamètre pouvant accueillir jusqu'à 1'850 spectateurs. La coque en béton armé surplombant la salle représentait à l'époque en même temps une réussite ingénieuristique importante pour la Roumanie, ainsi qu'un exemple du retour des influences de l'architecture internationale au sein du pays. Il en va de même pour les théâtres nationaux de Târgu Mureș (fig. 25) et Craiova (fig. 26), qui expriment tous deux

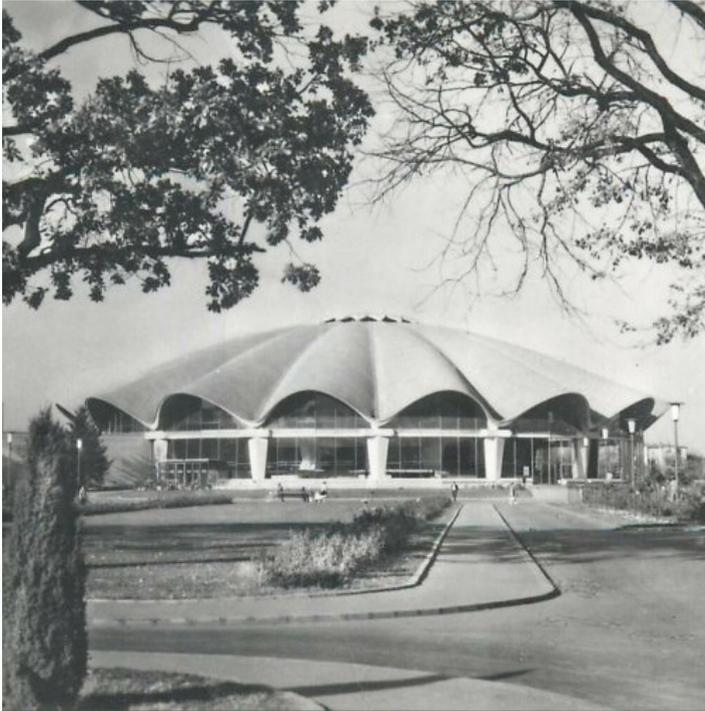


fig 24. Cirque métropolitain, Bucarest, Roumanie, 1962



fig 25. Théâtre national de Târgu Mureș, Roumanie, 1975



fig 26. Théâtre national de Craiova, 1973

les références modernistes ou brutalistes de leurs architectes à travers leurs imposants volumes et leurs voiles en béton. Du côté des institutions et des bureaux, plusieurs projets tout à fait remarquables seront construits, comme le centre de la TVR (Société roumaine de télévision) construit à Bucarest en 1968 sous la direction de Tiberiu Ricci (fig. 27).

Une deuxième catégorie de projets ayant bénéficié d'un budget et d'une liberté particulière sont ceux liés aux volontés des années 60 et 70 de revisiter les centres civiques des villes principales de Roumanie. Plusieurs complexes publics s'installent dans les centres villes, dont certains qui accordent une attention particulière à l'implantation architecturale et urbanistique. Ceci est par exemple le cas pour le complexe du palais administratif de Baia Mare, construit entre 1969 et 1970 d'après les plans d'un collectif géré par Mircea Ali-fanti (fig. 28). Il est le fruit de plusieurs influences telles que l'expressionnisme ou l'architecture organique, mises en relation avec le contexte afin d'arriver à un style propre à son architecte. La large palette de matériaux utilisés (pierre de Magura, marbre, chêne, palmier, andesite...) démontre à elle seule le fait que ces bâtiments échappent à la standardisation, et entrent dans une autre dimension de l'architecture roumaine de l'époque. D'autres palais administratifs comme celui de Botosani (terminé en 1973) s'inscrivent quant à eux dans une lignée plus moderniste, en usant de profils en béton préfabriqué pour leurs façades, et de voiles en béton pour leurs toitures (fig. 29). On ressent d'ailleurs un dialogue entre ces derniers et le siège de la TVR.

Un dernier groupe à considérer est celui des bâtiments liés à l'activité touristique roumaine. En effet, de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 70, le pays est encore ouvert au



fig 27. Centre de la TVR (Société roumaine de télévision), Bucarest, Roumanie, 1970



fig 28. Palais administratif, Baia Mare, Roumanie, 2016



fig 29. Palais administratif, Baia Mare, Roumanie, 1972

va-et-vient des visiteurs, et la classe ouvrière commence à avoir elle aussi accès à des complexes qui jusque là étaient principalement réservés aux élites et aux familles royales. C'est ainsi que par exemple, du côté des stations balnéaires, l'Etat arrivera à une « *réévaluation à la hausse des ressources touristiques pour la côte roumaine de la mer Noire.* »³⁹. Durant la majorité de la République populaire roumaine (de 1947 à 1965) et pendant les premières années de la RSR, plusieurs séries de bâtiments à l'expression architecturale nettement plus libre que dans le reste du pays voient le jour. On ressent, à nouveau, plusieurs influences provenant de l'étranger, comme le modernisme, le Bauhaus, le brutalisme, et parfois même l'architecture japonaise. Ceci suscitera un grand enthousiasme non seulement auprès des architectes, mais également auprès du Parti, qui se rendit compte de l'importance d'une architecture internationale pour le domaine touristique. En comparaison avec le reste de certaines constructions de l'époque, des ensembles comme ceux d'Eforie (fig. 30) ou de Cap Aurora (fig. 31) étonnent grandement, et suscitent un questionnement vis-à-vis de ce qu'aurait donné par exemple l'architecture résidentielle si les architectes avaient bénéficié d'une flexibilité similaire en matière de budget et d'expression stylistique.

A partir de 1971, avec le commencement de la systématisation sous Ceausescu, et sa volonté de nationaliser le territoire, les frontières deviennent de plus en plus hostiles aux voyageurs, et le pays se renferme peu à peu sur lui-même. L'architecture internationale jusque là recommandée est désormais à l'opposé des tendances et dépasse les limites imposées par le nouveau parti : par conséquent, les stations balnéaires se vident au fil des jours.

³⁹ A.M. Zahariade, *Architecture in the Communist Project, 1944-1989*, p.69



fig 30. Restaurant Perla Marii, complexe Eforie, Constanta, Roumanie, 1960

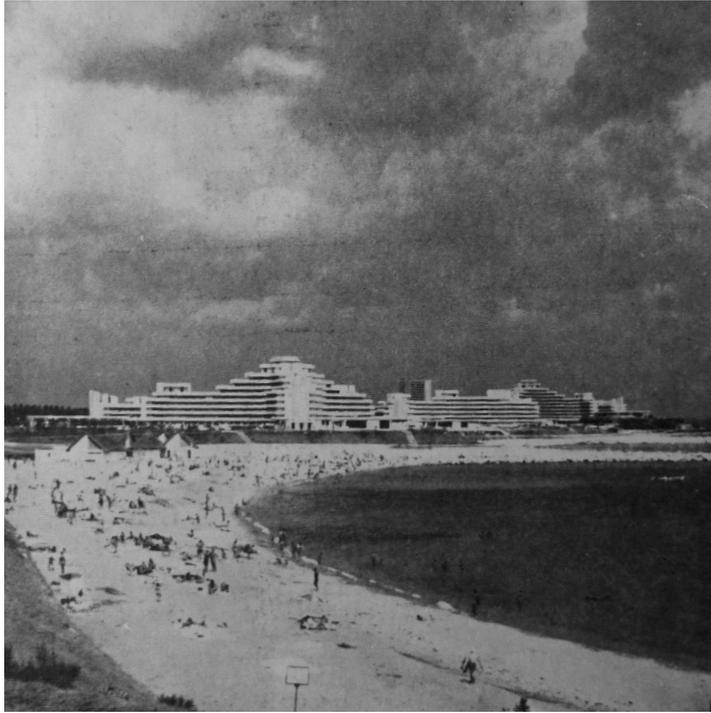


fig 31. Complexe de Cap Aurora, côte de la mer noire, Roumanie, 1974

Partie B
1989 - 2022

Chapitre 3
Évolution Politique, Sociale, Économique

Passage au capitalisme démocratique

L'année 1989 marque un tournant historique pour la Roumanie avec la chute du Parti communiste. Des centaines de Roumains se regroupent sur les places publiques de plusieurs villes dans le but de protester (fig. 32). Les événements sont dramatiques, puisque le feu est ouvert sur la foule à plusieurs reprises. En quelques jours seulement, le président Nicolae Ceausescu et sa femme sont condamnés, fusillés publiquement, pour laisser place à la nouvelle figure politique roumaine : Ion Iliescu. En 2015, une enquête sera ouverte contre lui pour crimes contre l'humanité : il est accusé d'avoir participé au coup d'État de 1989 en donnant les ordres d'assassiner l'ancien président et de tirer sur la foule des manifestants. Un procès a été ouvert en 2019.

Les bases sur lesquelles s'est construit ce qui aujourd'hui est devenu le capitalisme roumain ont été douteuses dès le premier jour où elles ont été établies, ce qui rend difficile l'étude de cette nouvelle société. La transition vers un marché libre s'est effectuée avec à sa tête les anciens dirigeants du parti communiste reconvertis, qui continueront à appliquer les principes népotiques et le trafic d'influence de l'ancien régime.

Du côté de la population, les gens s'étaient habitués à jouer un double-jeu envers une grande partie de leurs connaissances, afin de préserver un statut social correct et augmenter leurs chances de vivre correctement. Il était devenu normal de verser un supplément à son docteur pour s'assurer qu'une opération allait être effectuée correctement (ou simplement effectuée), ou d'offrir un cadeau au professeur de son fils pour lui assurer les meilleures notes de la classe. Ces



fig 32. Révolution de Bucarest, Roumanie, 1989

habitudes avaient fini par fausser les relations humaines en s'ancrant dans la culture du pays, rendant la corruption indélébile dans tout système, et ce encore jusqu'à aujourd'hui. Lors d'une interview pour France Culture en 2019, une parente d'élève s'exprime :

« Dans le public, les enfants sont favorisés quand ils apportent des cadeaux, pour Noël, pour la journée de la femme, pour l'anniversaire du professeur. On donne de l'argent, des bons d'achat, des objets de valeur. Pour beaucoup d'enseignants, ce n'est pas un complément de salaire, mais un mode de vie : On reçoit de l'argent de la part des enfants, ou on les oblige à prendre des cours particuliers rémunérés. Ce n'est pas un problème de subsistance, mais une question de confort personnel. »⁴⁰

Les conséquences de la corruption, aussi bien politique que sociale, se feront ressentir lors de la transition du socialisme vers le capitalisme. Selon Raluca Alexandrescu, chargée de cours en sciences politiques à l'université Ion Mincu de Bucarest, on peut diviser les effets de ce passage selon trois catégories de population.

En premier lieu, on compte la classe des plus riches, une élite privilégiée durant le temps du communisme qui n'aurait en théorie pas dû profiter d'un passage vers un système capitaliste, si l'on prend en compte le fait que ce dernier aurait normalement dû venir avec une réforme démocratique. Cependant, cette réforme ne pouvant pas réellement tracer son chemin à travers la toile de corruption, cette classe sociale finit gagner et se voit attribuer une grande partie du marché en s'appropriant le « mouvement de privatisation de la grande masse de valeurs mobiles et immobilières de l'Etat communiste

⁴⁰ Aurélie Kieffer et Louise Bodet pour France Culture, Révolution roumaine : trente ans après, l'espoir entravé, article paru le 20 décembre 2019

d'avant 89 »⁴¹. C'est au final cette catégorie de la population qui fonde au travers de son caractère "semi-oligarchique" le système politique qui s'en suivra.

La deuxième catégorie représente l'ensemble de l'intelligentsia roumaine, une classe moyenne qui avant la révolution n'avait pas été en mesure de s'affirmer sur la scène publique. Elle voyait dans le passage vers la démocratie une possibilité de revendiquer son rôle civique et politique au sein de l'espace public. Si l'on regarde par exemple les élections de 1996 qui menèrent au remplacement du parti communiste par un parti de droite, on remarque que cet ensemble de population y a largement contribué. De nombreuses personnes ont donc gagné une voix après 1989.

En dernier lieu, la troisième catégorie, qui représente 50 à 60 pourcent de la population, est celle des Roumains qui n'ont bénéficié ni du statut des choses avant 1989, ni après la révolution. En règle générale, la majorité de la population voyait la chute du communisme comme la promesse d'une vie meilleure, à l'image de ce qu'ils avaient pu entrevoir dans les systèmes capitalistes démocratiques. Cependant, avec la mise en place d'un nouveau système politique bancal, cette succession de générations d'habitants n'ayant que peu connu le confort dans leur pays vit ses objectifs devenir inatteignables, et préférera se tourner vers la solution de l'émigration vers l'Europe de l'ouest, ou vers les Etats-Unis.

Malgré le contexte des choses en 1989, il faut tout de même considérer que c'est ainsi que sera marquée une évolution vers le positif avec en premier lieu le retour de biens indispensables tels que « *de la nourriture suffisante jusqu'au point de gaspillage, des biens abordables même pour les familles aux revenus*

⁴¹ Raluca Alexandrescu, chargée de cours en sciences politiques à l'université Ion Mincu, Interview du 13 décembre 2021

modestes, du chauffage à discrétion, de la climatisation, et autres. »⁴². Les étagères des cuisines se remplissent à nouveau en même temps qu'arrive un nouvel objectif majeur pour le pays : l'adhésion à l'Union Européenne. Les démarches d'intégration ne commenceront qu'en 1996, alors que Emil Constantinescu bat Ion Iliescu à l'élection présidentielle. Iliescu, ancien communiste, avait encore beaucoup de liens avec les principes soviétiques, alors que la campagne de Constantinescu était basée sur une occidentalisation du pays, ainsi que sur une possible adhésion de la Roumanie à l'Union européenne et à l'OTAN. Cette mission représentait premièrement, au niveau du système, une meilleure sécurité politique et militaire, et en second lieu, pour la population, une réponse au rêve de prospérité et de droits humains associés aux traités européens. L'orientation des politiques et des programmes successifs des partis au pouvoir commencera donc à se recalibrer en fonction des nouveaux objectifs, et jusqu'à l'adhésion en 2007, on sentira une réelle évolution au niveau législatif et institutionnel du pays, avec entre autres, la mise en lumière et la condamnation de plusieurs affaires de corruption au sein du gouvernement. La Roumanie bénéficiera également de plusieurs programmes d'aide afin de préparer son entrée dans l'union, notamment de l'assistance de PHARE⁴³, qui lui octroiera les fonds nécessaires pour la réalisation de ses objectifs touchant à « *l'administration publique, finances publiques, agriculture, environnement, justice, management des frontières, minorités, cohésion économique et sociale.* »⁴⁴.

Aux alentours de 2007, plusieurs possibilités s'ouvrent donc

⁴² Lucian Simion, architecte, entretien du 2 décembre 2021

⁴³ Programme d'aide communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale. Il fait partie de la stratégie de préadhésion pour les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

⁴⁴ Anca Cristina Chisalita, L'assistance financière accordée par l'Union européenne à la Roumanie dans le cadre du processus d'intégration européenne, p.12

à la Roumanie et aux Roumains avec entre autres le commerce et le tourisme qui prennent de l'élan, et les fonds européens font leur entrée : la situation est encourageante. Si une partie de la population choisit de rester dans le pays, une autre profite de son ouverture pour émigrer. Le groupe était avant tout représenté par « *des ouvriers le plus souvent non qualifiés qui partent en Espagne, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, et qui font des travaux non-qualifiés dans l'agriculture ou dans les soins* »⁴⁵. Cette vague migratoire économique ne représentait rien d'étonnant et était même prévisible, si l'on considère d'une part que le pays s'était complètement fermé au reste du monde pendant les dernières années du communisme, et d'autre part que les vagues de migration font en règle générale partie de l'histoire moderne et avaient déjà lieu à l'époque entre plusieurs pays, profitant ainsi à de nombreuses personnes.

⁴⁵ Raluca Alexandrescu, chargée de cours en sciences politiques à l'université Ion Mincu, Interview du 13 décembre 2021

Situation actuelle

En dépit des efforts et des progrès menés par le pays jusqu'en 2007, on ressent aujourd'hui que la corruption sur laquelle se sont bâties plusieurs de ses institutions est en train de le rattraper d'une manière négative. Si l'on considère qu'une politique capitaliste doit suivre rigoureusement des principes démocratiques en plus d'avoir des modes de dépense strictes et avant tout, transparents, la Roumanie ne rentre que partiellement dans la définition. Durant les dix dernières années, les engagements vis-à-vis des valeurs européennes ont perdu de leur intensité et il reste toujours difficile d'attribuer des fonds d'investissement au pays puisque ces derniers ne sont que très rarement engagés de manière conforme et intègre. Cela crée un grand manque de confiance non seulement de la part des institutions européennes, mais également au niveau de la population. Les habitants sont dans un doute constant et ne croient plus réellement aux promesses faites par les dirigeants. Non seulement à cause de la situation actuelle, mais également à cause du goût amer que leur a laissé l'histoire de leur pays au cours du siècle passé. Il suffit de se pencher sur l'opinion publique vis-à-vis du fonctionnement actuel du département national d'anti-corruption, ou encore le ressenti face aux fonds que s'apprête à recevoir le pays en tant qu'Etat membre de l'union pour combler ses besoins à l'issue de la crise sanitaire. Ces opinions ne sont pas infondées. Dans le premier cas, on observe une baisse visible de l'efficacité, surtout au niveau des répercussions, du dévoilement de nouvelles affaires de corruption concernant des hauts-fonctionnaires. Dans le deuxième, qui est dans le fond lié au premier, les institutions européennes refusent parfois d'ac-

cordier des budgets pour cause de manque de coopération et de transparence de la part du gouvernement roumain.

Certaines stratégies politiques et économiques, comme celle de privilégier d'un point de vue financier les structures militaires en priorité ont également eu un impact sur l'opinion publique et la réaction des habitants. L'accent n'ayant pas été mis sur une culture politique démocratique touchant à la santé et à l'éducation a fait que l'espoir a chuté et a entraîné un certain pessimisme généralisé dans le pays. En d'autres termes, la population a commencé à se dire que le rêve, vieux de plus de trente ans, d'une vie meilleure et démocratique n'allait peut-être pas se réaliser. Il est important de noter que ce genre de scénario ne concerne pas seulement la Roumanie, mais également plusieurs membres du bloc ex-communiste tels que la Bulgarie, ou la Serbie. Face à cette situation, deux types de réaction ressortent au premier plan.

D'un côté, on retrouve une population qui ne peut plus s'identifier à son propre pays, qui finit par se perdre à travers une succession de promesses non-tenues sans plus savoir où se diriger, puisqu'elle baigne dans une incertitude profonde en ce qui concerne son futur. En guise de solution, ce groupe se tourne alors vers un discours identitaire qui participe à «*la montée des mouvements nationalistes et identitaires, à la xénophobie, et à la haine de l'étranger. Ce discours est souvent récupéré dans le passé national communiste, surtout dans le cas de la Roumanie.*»⁴⁶. En se focalisant sur le passé, il est possible de retrouver un certain confort perdu, puisque l'on cesse de baser ses attentes sur un futur qui ne vient pas. Ceci démontre tristement le degré d'insécurité de la population, qui n'est pas seulement éco-

⁴⁶ Raluca Alexandrescu, chargée de cours en sciences politiques à l'université Ion Mincu, Interview du 13 décembre 2021

nomique, mais culturel et moral. Lorsqu'il est question de modernité, et d'évolution dans un pays, on voit souvent deux principes fonctionner en équilibre : le champ d'expérience (ce que l'on a connu et ce que l'on sait) et l'horizon d'attente (les objectifs en ce qui concerne le futur). Le communisme, en quelque sorte, n'a pas tenu compte du premier et s'est concentré principalement sur le deuxième. Aujourd'hui, le pays est peu à peu en train d'entrer dans un découplage qui est à l'inverse de ce dernier, puisque les citoyens roumains n'arrivent plus à se projeter dans le futur.

De l'autre côté, on retrouve ceux qui arrivent à la conclusion qu'il vaut mieux quitter le pays et aller chercher ailleurs. Il ne s'agit pas là de la vague migratoire liée à l'intégration à l'Union européenne, mais d'une seconde vague qui s'est produite autour de 2013-2014. Elle correspond à une population qualifiée qui, en conséquence du statut de sa profession, considère qu'elle ne peut plus exercer son travail convenablement. Un des cas les plus connus est celui du personnel médical. Ce départ n'est pas motivé par des raisons salariales, puisque les médecins ont en réalité un revenu correct pour le pays (ce dernier a même récemment été amélioré), mais plutôt par la sensation de ne pas pouvoir user pleinement de ses connaissances professionnelles au sein d'un système de santé qui ne fonctionne pas, et qui n'offre pas les conditions attendues par ses acteurs. Il devient alors compréhensible qu'en ce moment, la Roumanie n'arrive plus à combler le projet individuel et de société de ces catégories professionnelles ou sociales, qui s'en vont.

Il est tout à fait naturel de se poser la question suivante : où et comment faudrait-il canaliser l'énergie afin de retrouver un élan de positivité au sein des communautés roumaines? Si l'on regarde du côté des dirigeants, on remarque « un

découplage qui n'est pas exceptionnellement roumain, mais qui est fortement ressenti par ses citoyens : une rupture entre l'agenda des élites et le leur »⁴⁷. Il devient alors difficile d'avoir de grandes projections d'avenir en matière de politique ou d'économie. Si l'on considère que l'on ne peut pas se baser sur ces secteurs, il faut chercher la solution ailleurs. Cette solution se trouve très probablement dans des projets micro-communautaires visant à répondre à des besoins ciblés : en réduisant l'échelle d'une intervention et le nombre d'acteurs qu'elle implique, il est alors possible de mieux évaluer les compétences de chacun, et d'avoir des objectifs plus réalistes. L'impact de ce genre de projet ne serait pas seulement celui de répondre à une demande de sorte à améliorer la qualité de vie, mais servirait également à renouer des liens entre les gens. Si l'on regarde le type de solidarité mis en place durant le communisme, on comprend que cette dernière a été en partie faussée par une volonté personnelle de survenir à des besoins essentiels, que les situations politiques et économiques du pays à ce moment-là n'étaient pas en mesure d'offrir. La collectivité, fortement imposée, n'a pas su bâtir de réels liens communautaires entre une grande partie des Roumains qui, après la révolution de 1989, n'ont pas su reconstruire un projet commun propre au sein d'une nouvelle société. Ils n'ont pas non plus été en mesure de retrouver une nouvelle identité pouvant représenter de manière actuelle leur pays, puisque les valeurs des dernières décennies avaient été dictées, tandis que les valeurs capitalistes démocratiques attendues avec impatience ne semblaient pas venir. Serait-il alors possible de renouer les liens humains tout en leur offrant des outils de réappropriation identitaire?

Un domaine où cela serait possible est celui du cadre de

⁴⁷ Ibid.

vie d'une communauté. Les lieux que l'on habite, traverse, découvre chaque jour définissent les liens que l'on entretient avec les autres et avec nous-même. Ceci avait été largement compris des dirigeants communistes, notamment par Ceausescu qui, à travers la réorganisation territoriale, urbaine, puis architecturale du pays souhaitaient voir se créer une nouvelle société, et de nouvelles manières de penser basées sur le contrôle et l'effacement de l'identité à travers l'homogénéisation de son environnement. Un exemple concret de cela était le déménagement forcé en lien avec la politique de systématisation du pays mise en place à partir de 1971 : en supprimant un lieu de vie habité précédemment par des générations (les maisons et fermes de campagne), et en relogant leurs habitants dans de nouvelles constructions à l'image d'une certaine idéologie, on crée un déracinement identitaire puissant, puisque ce dernier n'est ni recherché ni souhaité par les personnes qu'il touche. Il y a également un impact sur les relations entretenues par les habitants : le passage d'une maison fermière à un appartement, d'une cuisine familiale à une cuisine collective, change à la fois les repères, les habitudes, les fréquentations, et les sujets de conversation. Si l'on reprend ce raisonnement pour l'appliquer au paysage roumain actuel, il serait donc possible, en réduisant l'échelle d'intervention, d'influencer positivement certains groupes d'individus à travers des projets conçus collectivement avec pour but un impact positif sur le cadre de vie des participants en leur redonnant le goût du projet commun. Un village ou une ville ne sont pas uniquement définis par des regroupements de dortoirs dont les acteurs effectuent incessamment les mêmes allers-retours vers leur lieu de travail, vers le marché, vers l'école. Ce sont des lieux de vie qui influencent des générations successives selon des attachements et des valeurs partagées, et il est important

d'en saisir l'état si l'on souhaite leur redonner un élan de positivité et d'inspiration.

Chapitre 4

État de l'architecture communiste aujourd'hui

Architecture industrielle

Suite à l'entrée en 1989 de la Roumanie sur le large et compétitif territoire de l'économie mondiale, son industrie jusque-là en fort développement n'est pas en mesure de suivre la cadence, entraînant ainsi la chute de nombreuses entreprises et usines dans l'ensemble du pays. Les bâtiments industriels ferment donc leurs portes et laissent des terrains sans vie dans les plus grandes villes, des communautés entières sans emploi dans les plus petites. Si certains d'entre eux ont aujourd'hui été démolis, d'autres marquent encore leur contexte bâti à travers leur présence. Ces derniers possèdent également un potentiel au niveau de leur réhabilitation, ce qui permettrait des solutions architecturales et spatiales propres à un lieu précis, ouvrant ainsi le champ des possibles pour une réappropriation des lieux par les habitants. Afin d'arriver à ce genre de solutions, il est intéressant de commencer par se pencher sur les liens qu'a eu jusque-là le pays avec cette catégorie de patrimoine (chose qui est également le cas pour tout autre type de construction que l'on souhaite réhabiliter). Dans le cas de la Roumanie, on constate aujourd'hui que « *l'intérêt historique, technique, architectural, urbanistique - en fait, culturel - de ces lieux reste peu connu du public et même des professionnels, ce qui rend d'autant plus important leur documentation.* »⁴⁸.

C'est à partir des années 1950 que l'on constate un premier intérêt pour le patrimoine industriel, avec la publication de la '*Liste des monuments de culture du territoire de la RPR*' (on est alors dans la période de la République Populaire Roumaine).

⁴⁸ Ioana Irina Iamandescu, Patrimoniul industrial în România - despre stadiul inventarierii specializate, pour Arhitectura, 25 octobre 2018



fig 33. Four métallurgique, Moneasa, Roumanie, 2017

Les bâtiments concernés par la liste ne sont pas très nombreux, puisqu'il s'agit uniquement de bâtiments qui ne sont plus en activité depuis longtemps : ce sont des constructions, datant de l'ère pré-industrielle et au stade de ruine, qui sont considérées pour leur valeur historique et mémoriale. Ceci est par exemple le cas du four métallurgique de Moneasa (fig. 33). Quelques années plus tard, la commission de l'État rédige une liste de plus de 5'000 installations techniques datant toujours de cette même époque. Il faudra attendre le début des années 70 pour voir apparaître les premiers travaux de recensement du patrimoine technique et industriel. Cette avancée fut motivée par la création en 1974 du Bureau départemental du patrimoine culturel national et des lois de protection l'accompagnant. Il est malheureusement difficile de retrouver des informations concernant ce registre, puisque « *les résultats des inventaires réalisés au cours de cette période sont restés pratiquement inaccessibles, non publiés et non corrélés au niveau national. Ils peuvent être considérés comme des informations qui sont restées 'au fond des tiroirs'.* »⁴⁹. Le manque d'informations concernant les sites industriels dans les registres est encore pauvre aujourd'hui, car malgré l'existence de l'Institut National du Patrimoine (INP), on constate qu'aucune campagne de recherche n'a été lancée dans plusieurs régions au caractère industriel riche de renommée nationale. Si l'on souhaite obtenir plus d'informations, il faut alors se tourner vers des initiatives indépendantes comme celle lancée en 2010 par la Fondation Transylvania Trust et l'Association de l'Archéologie Industrielle, qui a pour but de créer un inventaire du patrimoine industriel de quatre régions différentes (on compte 41 régions en Roumanie). On retrouve également des études réalisées par des étudiants de l'université Ion Mincu, ou encore des collectifs engagés tels que SOS

⁴⁹ Ibid.

Patrimoniu, qui liste et documente sur son site internet plusieurs bâtiments de divers programmes et époques, qu'ils soient déjà classés ou non.

Malgré l'existence de ces travaux, les zones ou terrains à caractère industriel restent peu protégés aujourd'hui, et sont dans la majorité des cas dans une situation de fermeture ou de démolition imminente. Le manque d'études officielles fait que l'on ne reconnaît pas, sur le plan institutionnel, leurs valeurs architecturales ou leur importance pour certaines communautés. Les terrains sont le plus souvent rachetés par des promoteurs immobiliers qui n'ont alors pas nécessairement besoin de chercher à justifier le fait de raser quoi que ce soit, et qui remplacent la plupart du temps les bâtiments par des centres commerciaux ou des complexes résidentiels. Les nouveaux projets n'étant généralement pas à la recherche d'une identité architecturale particulière, ils entrent fortement en contraste avec, par exemple, n'importe quelle usine riche en histoire leur ayant précédé durant la période communiste. Il est naturel de considérer que, dans certains cas, remplacer un bâtiment par un autre peut être d'une part nécessaire et bénéfique (dans le cas, par exemple, d'une demande de logements), et d'autre part, qu'une rénovation ou une réhabilitation représenterait trop d'efforts. Cependant, cela ne change pas le fait qu'en agissant ainsi, on enlève un repère historique à une ville sans considérer l'opinion publique, pour le remplacer par un projet caractérisé par une architecture qui pourrait tout aussi bien être retrouvée dans le reste du monde, et qui ne participe pas à la reconstruction d'une identité urbaine et communautaire. Parmi les exemples, on peut citer l'ancienne fabrique de chocolat Kandia de Timișoara (fig. 34), l'usine 1 Mai de Ploiești (fig. 35), ou encore l'usine hydrométrique de Brasov (fig. 36).



fig 34. Fabrique de chocolat Kandia, Timișoara, Roumanie, 2014



fig 35. Usine 1 Mai, Ploiești, Roumanie, 2021



fig 36. Usine hydrométrique, Brasov, Roumanie, 1980

Toutes trois construites au cours du siècle précédent, elles sont désormais à des stades différents d'un même processus : une démolition suivie de la construction de larges complexes commerciaux accompagnés ou non d'une zone résidentielle. Dans certains cas, il est possible de retrouver une approche différente visant un réaménagement du lieu qui respecte l'existant, comme c'est le cas pour l'actuel projet de transformation de l'usine Scandia, à Sibiu (fig. 37). Il existe aussi des exemples d'approches encore plus minimalistes, comme celle de la fabrique à pinceaux de Cluj-Napoca (fig. 38, 39), où l'on a nettoyé et repeint l'intérieur afin de réaménager les lieux en espaces de travail et d'exposition pour les artistes locaux. Dans ce dernier cas, l'approche n'est plus liée à la promotion immobilière, mais rentre dans le cadre des projets communautaires culturels mis en place par les habitants pour les habitants. C'est un excellent exemple qui démontre comment la réhabilitation d'espaces postindustriels peut mener à un sentiment d'inclusion et d'appartenance pour un certain nombre de personnes, en les réunissant autour de valeurs communes partagées.

Il arrive également que la menace de démolition crée des rassemblements à travers la non-acceptation de cette dernière, motivée par un attachement générationnel à un lieu donné. Il arrive souvent que l'on se rende compte de la valeur d'une certaine chose lorsque celle-ci est sur le point de nous être enlevée, ce qui ouvre en même temps la porte à une énergie capable de générer un changement. Cette énergie est documentée d'une manière tout à fait exemplaire dans le documentaire *Planeta Petrila*, du réalisateur roumain Andrei Dăscălescu (fig. 40, 41). L'histoire de Petrila, ancien centre industriel minier, est similaire à celles des exemples cités précédemment, ainsi qu'à bien d'autres villes indus-

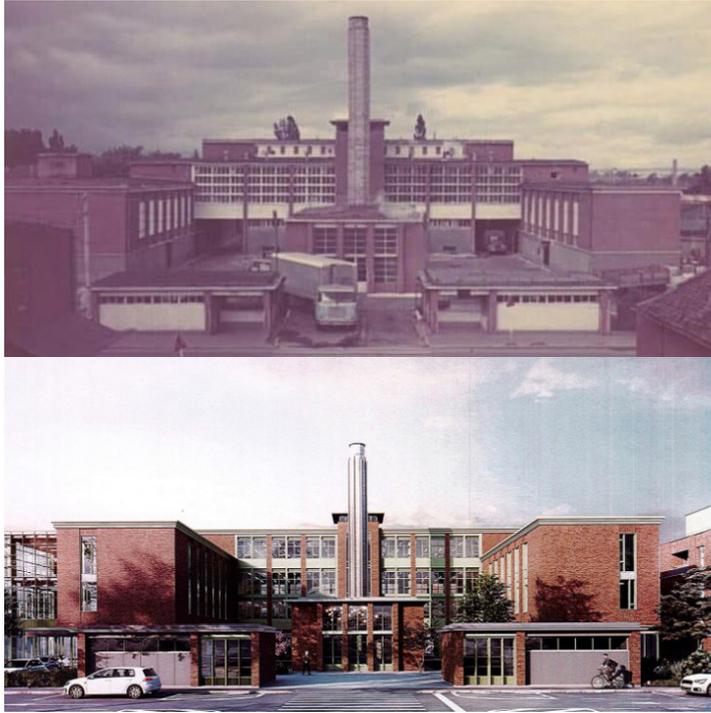


fig 37. Projet de transformation de l'usine Scandia, Sibiu, Roumanie, 2021



fig 38. Fabrique à pinceaux, Cluj-Napoca, Roumanie, 2021

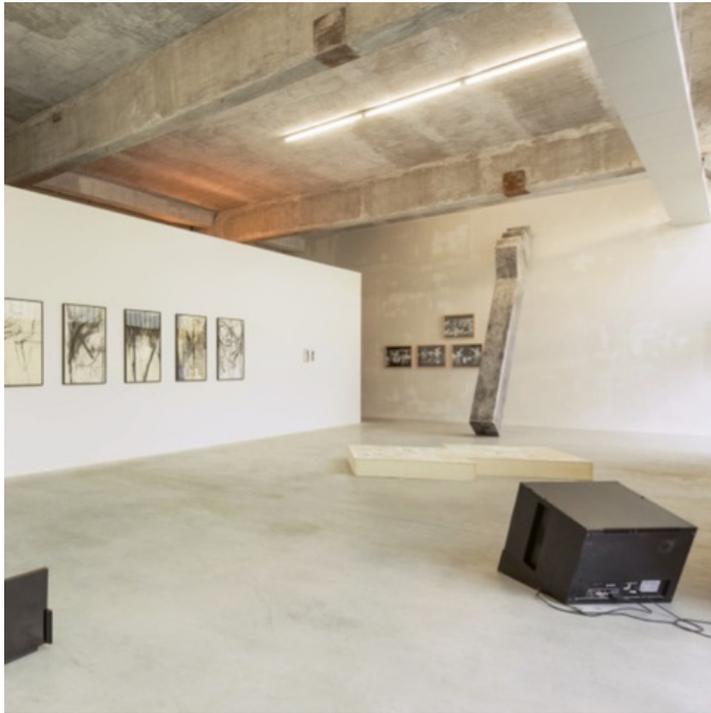


fig 39. Fabrique à pinceaux, Cluj-Napoca, Roumanie, 2021

trielles de l'ex-bloc communiste. Les mines de Petrila représentaient sous Ceausescu un des plus importants acteurs sur le plan industriel roumain, et finirent par générer une ville qui atteignit les 29'000 habitants au début des années 90. Malheureusement, l'économie du pays se réorientant à partir de la révolution de 89, le nombre d'employés chuta, et la ville commença à perdre une partie de sa population (21'000 habitants en 2011). « *En 2013, seulement quelques dizaines de travailleurs descendaient encore dans les mines* »⁵⁰, et lorsque fut annoncée en 2015 la fermeture puis la destruction imminente de celles-ci, une vague d'inquiétude s'installa au sein des familles. Sous la direction de Ion Barbu, ancien mineur reconverti en artiste et militant, les habitants de Petrila commencent alors à générer une série d'interventions et événements autour des mines afin de dénoncer la situation. Les fresques murales, les spectacles de musique, les pièces de théâtre, s'enchaînent à travers un univers coloré, hémisphérique, absurde et humoristique, qui démontre comment il est possible de retrouver un sentiment de groupe et de joie dans une communauté où le sentiment d'impuissance était arrivé à son paroxysme. Pour ses habitants, le fait d'avoir repris Petrila en main pendant un certain temps (la mine sera effectivement démolie), a permis d'« *imaginer des possibles latéraux, du neuf, du non advenu mais aussi réaliser, produire, créer des choses d'eux-même et pour eux-même* » et de « *résister au formatage, de se libérer des dépendances par rapport aux circuits et aux acteurs dominants de production de la ville* ». ⁵¹ Ce projet a de quoi représenter une source d'inspiration et prouve qu'il ne faut pas toujours passer par l'architecture au sens propre du terme pour donner naissance à un sentiment d'appartenance dans

⁵⁰ Ștefan Dobroiu, Planet Petrila : un combat pour l'héritage culturel de la plus ancienne mine de Roumanie, pour cineuropa, 12 juin 2017

⁵¹ Rafaella Houlstan-Hasaerts, Le tournant esthétique de la participation urbaine à l'épreuve de la société civile, p.37

un lieu donné, mais que des interventions ciblées, participatives, et inclusives peuvent avoir un impact tout aussi grand. Il serait également intéressant d'imaginer un projet mêlant ces deux types d'approches.



fig 40. Image tirée du documentaire Planeta Petrila, Roumanie, 2016



fig 41. Image tirée du documentaire Planeta Petrila, Roumanie, 2016

Blocs résidentiels

Après la révolution de 1989, les roumains continuent à se rendre sur leurs lieux de travail dans les mêmes bâtiments qu'auparavant (Casa Scintei, bâtiment TVR, Maison du Peuple, mines à Petriila...), et continuent à habiter les blocs résidentiels construits tout au long de la deuxième moitié du siècle. Il est d'ailleurs intéressant de constater que de nombreux projets construits à travers les idéologies du régime ont en réalité maintenant vécu plus d'années après la chute de ce dernier qu'au long de sa présence (pour un bâtiment par exemple construit en 1980, on compte 9 années sous le communisme, et 32 en dehors en 2022) : ces derniers sont restés indispensables à la demande de logement dans les villes, et on ne compte aujourd'hui que très peu de démolitions les concernant. Des nouveaux quartiers ont tout de même vu le jour dans les périphéries, laissant de multiples choix aux habitants en ce qui concerne leur chez-soi : certains sont restés au même endroit, pendant que « *ceux qui recherchaient un cadre de vie plus contemporain se sont réorientés vers les nouveaux quartiers résidentiels. D'autres ont complètement rompu les rangs et quitté leur pays d'origine, laissant ainsi des appartements vides qui ont été occupés par de nouveaux arrivants attirés par les opportunités qu'offraient les centres urbains.* »⁵². Leurs emplacements proches des centres urbains ont fait qu'avec le temps, les blocs résidentiels datant du communisme ont commencé à représenter un bien précieux pour les locataires. Un appartement du quartier Titan, construit en 1968, reste mieux connecté aux transports publics et aux principaux lieux de travail qu'un appartement situé dans un nouvel immeuble tout juste achevé. Ceci est à la source d'une concurrence entre ces deux

⁵² Lucian Simion, architecte, entretien du 2 décembre 2021

biens en matière de prix. Beaucoup de citoyens préfèrent parfois faire un compromis qui tend à prioriser le confort lié à l'emplacement d'un lieu d'habitation face au confort intérieur offert par son architecture. Ceci est en réalité un cas plutôt général dans des villes où le centre historique est largement plus actif que les nouveaux quartiers construits en périphérie : ces principes seront analysés plus rigoureusement dans le chapitre concernant les stratégies urbaines actuelles du pays.

Un des aspects principaux des appartements communistes, qui les démarquent du reste des biens immobiliers en Roumanie, est le fait que la majorité d'entre eux sont aujourd'hui la propriété de leurs locataires, contrairement à la situation plus courante où les propriétaires sont l'Etat, la municipalité, ou les promoteurs. Cette situation est due à une décision du premier gouvernement d'après 1989 qui, parmi d'autres mesures populistes prises à l'époque, a offert l'ensemble du parc immobilier à ses occupants pour une somme relativement modeste. Ce rapport à la propriété décharge donc pratiquement l'Etat et les autorités locales de toute responsabilité, obligation ou reproche quant à l'évolution de ces bâtiments. Lorsque l'on analyse l'état des appartements on constate qu'en dehors des quartiers les plus défavorisés, les habitants prennent soin de leurs chez-soi : ils ont souvent tendance à les rénover eux-mêmes en effectuant quelques réparations et en repensant la décoration d'intérieur. Il est également courant d'engager un architecte d'intérieur pour bénéficier d'un réaménagement professionnel et plus qualitatif (fig. 42). En conséquence de ceci, il est possible d'observer une hausse du commerce de bricolage dans les grands centres urbains, contribuant ainsi à la naissance de vastes complexes de magasins et de centres commerciaux, « *une*



fig 42. Exemple de rénovation que l'on trouve généralement sur des blogs de décoration d'intérieur, Roumanie

authentique success story de l'économie capitaliste, alimentée par les sédiments de la défunte méga-économie communiste. »⁵³.

Le fait que le cadre de vie offert par chaque appartement soit apprécié et entretenu selon les désirs des locataires n'a pas toujours un effet positif. Le principe, datant de l'époque communiste, de fermer les balcons des appartements en raison de soucis thermiques persiste encore aujourd'hui. En d'autres termes, quelles que soient les qualités du concept architectural d'origine des bâtiments communistes, leurs façades finissent le plus souvent par être traitées et érodées à travers l'intérêt immédiat et pratique des habitants. Ces projets de fermeture de balcons sont individuels et ne prennent pas en compte l'aspect extérieur du bâtiment, recouvrant alors les façades au caractère initialement collectif et unitaire d'interventions hétérogènes, à l'exécution tantôt faite-maison, tantôt professionnelle (fig. 43, 44). Ce phénomène touche des quartiers entiers qui, à travers l'exposition architecturale directe des volontés individuelles de chacun des citoyens, assistent à la chute visible de leur identité et de leur aspect communautaire. Notons que ces derniers étaient déjà relativement pauvres à cause des ressemblances entre les différents quartiers construits à l'époque selon les mêmes principes d'architecture industrialisée du microraión.

L'aspect extérieur des blocs communistes peut aujourd'hui être classé selon deux catégories majeures, qui ne dépendent pas de l'état des balcons (la majorité d'entre eux sont fermés de nos jours), mais de si ils ont été rénovés ou non. Lorsqu'il est question de rénovation, il est important de mentionner que les appartements étant des propriétés privées appartenant à chaque habitant, les interventions prenant en compte l'entièreté d'un volume ne peuvent en général se concentrer

⁵³ Ibid.



fig 43. Extrait d'une façade de bloc des années 70 situé sur l'avenue Brâncoveanu, Bucarest, Roumanie, 2017



fig 44. Extrait d'un bloc des années 60, Militari, Bucarest, Roumanie, 2021



fig 45. Extrait d'un bloc des années 70, Bvd Unirii, Bucarest, Roumanie, 2021

que sur les façades. Un projet de remise à neuf complète (intérieur et extérieur) du bâtiment nécessiterait l'accord de tous les habitants ainsi que leur déménagement temporaire, ce qui n'est pas envisageable et n'a d'ailleurs jamais été le cas pour le moment.

Dans le cas où il n'y a eu aucune rénovation, l'aspect des immeubles a vieilli et s'est dégradé à travers le temps. Dans certains quartiers, dont l'exemple le plus extrême reste le quartier de Ferentari à Bucarest, cette dégradation a un impact considérable sur l'environnement des habitants, et est souvent rattachée à une opinion péjorative des lieux. Dans d'autres cas, comme celui des bâtiments construits le long du Boulevardul Unirii en même temps que la Maison du Peuple, la non-intervention permet de préserver des détails exécutés avec soin comme des arrangements de mosaïques, ou des matériaux plus riches comme le travertin qui sont propres au quartier (fig. 45). La conservation de ces derniers représente l'opportunité de garder des éléments ayant bénéficié à l'époque de plus d'attention qu'ailleurs, de par la nature et le budget attribué aux projets.

La seconde catégorie est donc naturellement celle qui englobe les bâtiments qui ont été l'objet d'un travail au niveau de leur façade. Cependant, il ne s'agit pas là de rénovations visant à conserver leur aspect initial (fig. 46, 47, 48). A partir de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, de nouvelles directives en lien avec les programmes de limitation des émissions de gaz à effet de serre ont fait leur entrée. Une grande majorité des constructions datant d'avant 1990 se situait en dessous des standards d'isolation : en conséquence, des programmes de rénovation par l'extérieur furent mis en place grâce à des programmes d'investissement parfois très importants, et souvent soutenus par des fonds européens. Pour de nombreux résidents, ces réhabili-



fig 46. Avec ou sans réhabilitation thermique, Bucarest, Roumanie, 2018



fig 47. Avec ou sans réhabilitation thermique, Vrancea, Roumanie, 2016

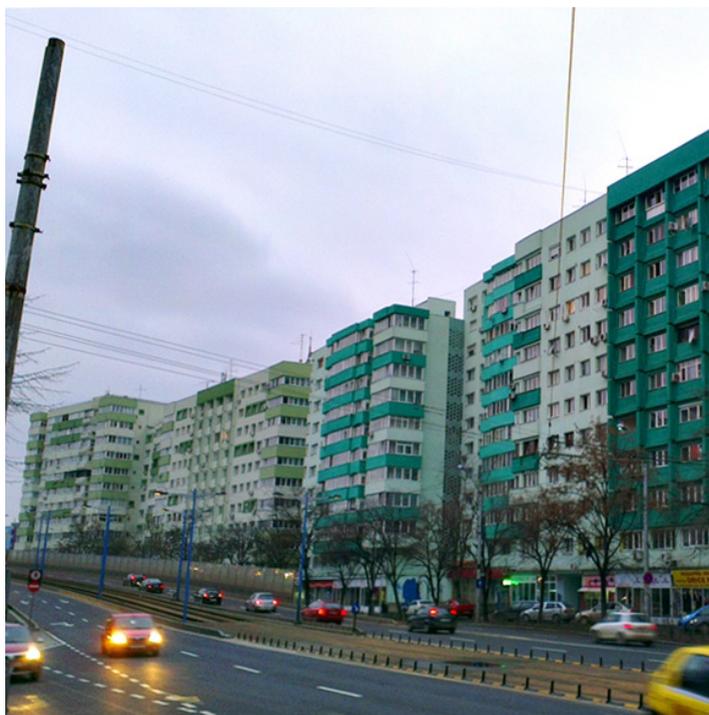


fig 48. Exemple de réhabilitation thermique, Bucarest, Roumanie, 2020

tations thermiques, qui traitent souvent des rues entières, voire des quartiers, sont un moment très attendu qui réussit à insuffler un sentiment de renaissance dans les petites communautés. Sur le marché immobilier, cela ajoute également de la valeur aux bâtiments. Néanmoins, le processus et son résultat n'ont pas que des effets positifs. La conception des nouvelles façades reste profondément standardisée, et est supervisée par les maires et les entrepreneurs dans leurs propres intérêts financiers, qui ne consultent que très peu les propriétaires sur le résultat du projet. La recette est souvent la même : les balcons sont fermés et l'isolation est posée de manière aussi linéaire que possible, effaçant ainsi les contours et les détails des façades précédentes. Si un propriétaire a déjà réalisé des travaux au niveau de son balcon, le programme d'enveloppe le contourne et le laisse tel quel. Les projets sont réalisés de sorte à minimiser les coûts, menant à une redondance touchant non seulement aux matériaux employés, mais également à la couleur choisie pour la façade, qui provient « *d'une palette étroite de couleurs probablement négociée par les constructeurs avec les sociétés de distribution de matériaux* »⁵⁴. Aujourd'hui, on ne compte plus les nombreux blocs communistes dont les éléments décoratifs, placages en carmin, piliers en travertin, mosaïques, ont été recouverts par un revêtement au caractère presque plus uniformisant qu'avant. Si les rénovations ne tiennent pas compte de l'identité originale des bâtiments, elles ne cherchent pas non plus à leur donner une nouvelle identité, ni à contribuer à la diversification visuelle du contexte urbain. Ce manque de sensibilité culturelle est le plus présent à Bucarest, où il est fortement ressenti par les communautés, et amplement critiqué par les architectes roumains. Additionnellement, aucun travail n'est effectué dans les es-

⁵⁴ Oana Simion, ingénieure, entretien du 4 décembre 2021

paces intérieurs tels que les cages d'escalier, ascenseurs, ou les paliers d'étages, qui se sont inévitablement dégradés à travers le temps. En conséquence, même si l'on venait à considérer qu'une rénovation de façade redonne un aspect plus neuf au bâtiment (qui est tout de même accueilli positivement par certains des résidents), il reste en permanence des éléments qui ne sont pas traités, et qui se trouvent sur le chemin des habitants de manière journalière. Ce contraste entre l'état extérieur et intérieur crée une confusion qui fait que l'on ne ressent pas le renouvellement jusqu'au bout. Si l'on évitait ceci en traitant également les zones communes du bloc, il serait possible d'aider à la création d'un sentiment d'appréciation et d'appartenance à travers un projet unique au bâtiment. Si l'on reprend les exemples des interventions de Petrila, pourquoi ne pas imaginer la création d'une fresque s'il y a un artiste qui loge dans le bâtiment, ou des activités mensuelles pour les jeunes enfants. Il serait donc intéressant d'imaginer une série d'interventions qui pourraient constituer des sujets d'étude susceptibles de générer des projets pilotes, que les autorités pourraient essayer de mettre en œuvre dans le cadre des rénovations qu'elles effectuent.

Espaces publics

Si l'on souhaite avoir un impact positif sur les citoyens d'une ville, il faut non seulement dresser un profil de leur espace d'habitation personnel, mais à la fois se tourner vers ce que leur environnement est en mesure d'offrir à travers ses espaces publics existants, ainsi que via les nouveaux quartiers en développement. Comme dans la plupart des cas, c'est à Bucarest que les effets sont le plus ressentis, mais ces derniers sont applicables à bien d'autres villes à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du territoire roumain.

Du côté des quartiers et du centre historique de la ville, des changements majeurs ont eu lieu au cours des vingt dernières années en ce qui concerne le traitement et la remise en état de plusieurs zones. Il est par exemple intéressant de noter à quel point l'aspect de pavage d'une rue peut avoir un impact positif ou négatif sur quiconque l'emprunte. Se promener dans une rue sale endommagée peut amener à un sentiment d'insécurité qui n'aurait pas lieu d'être si cette dernière était propre et soignée. Ce phénomène a été compris de l'Etat qui a très vite concentré ses investissements sur le nettoyage ou remplacement des dalles ou bordures de trottoir, en même temps que l'implantation de nouveaux bancs et de végétation. L'accent a également été mis sur plusieurs parcs, comme le parc IOR aménagé à partir de 1965 et situé dans le secteur 3 de la ville (fig. 49). Grâce à un important projet regroupant des interventions telles que le défrichage de plusieurs zones, le travail du terrain, le nettoyage du lac, le pavage des chemins initialement en terre, l'entretien journalier de la végétation, l'ajout de dispositifs d'éclairage, l'implantation de jeux pour enfants et adolescents (aires de



fig 49. Parc Alexandru Ioan Cuza, Titan, Bucarest, Roumanie, 2013

jeu, carrousels, skate park, terrains de sports, etc.) la vente de nourriture via des roulottes ou des buvettes au bord de l'eau, et bien d'autres encore, ont eu un impact considérable et extrêmement positif non seulement à l'échelle du quartier, mais de la ville. Pour de nombreux habitants, le parc était déjà un élément de repère avant la révolution, et son rang de référence urbaine a continué à persister jusqu'à aujourd'hui, en même temps qu'il en est devenu une pour les nouvelles générations.

En contrepartie du soin apporté aux espaces piétons et aux zones vertes de la ville, un problème majeur persiste, et puise sa source dans les logiques de planification urbaine de l'époque communiste en Roumanie. Avant la révolution, la possession d'une voiture était presque un élément tabou, et les habitants possédant un véhicule étaient considérés comme parmi les plus privilégiés. En conséquence, l'urbanisme ne laissait pas beaucoup de place pour le stationnement de ces biens, et l'on arrive de nos jours à la situation où ces derniers parasitent les moindres mètres de trottoirs ou d'espaces verts. Cela a une influence majeure sur les anciens quartiers communistes, qui ont depuis longtemps perdu la qualité des espaces publics séparant leurs immeubles, en grande partie à cause du nombre de plus en plus important des voitures y prenant place (fig. 50, 51). L'impact n'est pas seulement lié à l'image d'un lieu désordonné par les besoins directs de ses habitants (qui d'ailleurs est aussi le cas des balcons des immeubles), mais crée une entrave pour les potentiels projets à caractère communautaire et urbains qui pourraient amener de la vie au sein des quartiers. Selon l'avis de Oana Simion, ingénieure de formation, « *les mairies devraient identifier tous les espaces libres dans les quartiers qu'elles peuvent, et d'une manière ou d'une autre, les transférer sur leur propriété. Des parkings souterrains devraient être développés en dessous afin de décongestionner les rues et*



fig 50. Espace entre deux blocs, Titan, Bucarest, Roumanie, 2011



fig 51. Espace entre deux blocs, Titan, Bucarest, Roumanie, 2011

les trottoirs autour des pâtés de maisons. »⁵⁵. En dépit de la situation, il reste tout de même possible de voir apparaître par moment des petites installations individuelles construites le long des rues à base de palettes ou de containers, offrant le plus souvent de la nourriture et des boissons. Elles sont vues d'un très bon œil par les résidents du quartier, pour qui elles deviennent un excellent point de repère social et urbain. Ceci est aussi le cas avec les zones de jeux pour enfants qui sont périodiquement rénovées et nettoyées. Ces interventions, malgré les quelques effets sociaux positifs qu'elles ont au sein de leur quartier, ne sont pas suffisantes pour résoudre le manque de soin attribué à l'organisation spatiale générale des zones urbaines. Même si la combinaison des intérêts électoraux des politiciens et des entrepreneurs, qui financent leur réalisation, fait qu'elles continuent à rester en plein essor, elles ne représentent que des investissements abordables qui ne changent pas en profondeur la qualité des espaces d'entre-bloc, qui sont des problèmes bien plus compliqués à résoudre qu'à travers une buvette en coin, ou le nouveau modèle de balançoire à la mode.

Il serait logique d'envisager que ces enjeux soient pris en compte par les nouveaux quartiers construits en périphérie (fig. 52). Cependant, beaucoup des architectes, en dépit de leur bonnes intentions, sont le plus souvent confrontés à l'avidité des investisseurs ainsi qu'à la corruption au sein des institutions publiques qui délivrent les permis de construire. L'accent est donc mis sur le profit que rapporte un nouveau bâtiment ou quartier, plutôt que sur la qualité de vie de ses futurs occupants, ou de leurs voisins. Les projets, une fois les chantiers commencés, sont d'ailleurs parfois modifiés pendant les travaux et arrivent ainsi à un résultat final qui ne

⁵⁵ Oana Simion, ingénieure, entretien du 4 décembre 2021



fig 52. Nouveau complexe résidentiel, Bucarest, Roumanie, 2020

respecte ni la vision initiale du projet, ni certaines règles de conception telles que les marges de recul par rapport aux limites d'un site. En addition, les complexes résidentiels ne sont pratiquement jamais accompagnés d'un projet paysager ou urbain ayant pour but leur intégration au tissu urbain, la création de nouveaux espaces publics pour les habitants, ni même de lieux de stationnement pour leurs véhicules ou de réelles routes d'accès. Ces aspects ne sont en réalité pas légaux, mais « *bien que la loi prévoit clairement une place de stationnement pour tout appartement de moins de 100 m², il semble que certains promoteurs parviennent à contourner la loi avec la 'bénédiction' des autorités qui leur délivrent les permis de construire.* »⁵⁶. Si l'on se tourne ensuite brièvement sur l'architecture des bâtiments, on réalise qu'elle ne diffère pas beaucoup des immeubles construits pendant la période communiste, autant du côté des normes que des matériaux. Leurs enveloppes n'étant pas plus recherchées stylistiquement que celles produites par les rénovations des anciens blocs résidentiels, on constate, en allant du centre vers la périphérie de la ville, que la démarcation visuelle et idéologique entre les anciens et nouveaux complexes immobiliers s'estompe peu à peu, et recrée d'une manière presque plus drastique, et à plus grande échelle, l'uniformité urbaine des principes stalinistes puis modernistes des années 50 à 80.

Il serait intéressant d'étudier plusieurs des aspects décrits en proposant un projet avec pour but l'élaboration d'un ensemble de logements s'inspirant des contraintes et des problèmes actuels, et cherchant à y répondre.

⁵⁶ Ibid.

Conclusion

L'objectif principal de cette étude était d'arriver à une compréhension globale des enjeux de l'architecture communiste en Roumanie, aussi bien pendant la période communiste qu'après celle-ci. En analysant plusieurs catégories d'approches architecturales, il a été possible de soulever des questions importantes sur la nature du sentiment de communauté en lien avec la politique et l'environnement bâti. En analysant l'impact des décisions du Parti, nous sommes arrivés à mieux comprendre la source de certains aspects contemporains. En partant d'une analyse historique, il a été possible de dégager les tendances actuelles qui en découlent. Cette approche pourrait s'avérer utile dans le but d'élargir notre compréhension de la façon dont certains actes architecturaux et urbains peuvent avoir un impact considérable sur une communauté, indépendamment de leur échelle : qu'il s'agisse d'un axe urbain communiste, d'un village rasé, ou d'une usine nettoyée et transformée en espace d'exposition.

L'étude étant soumise à certaines limites, il n'a en aucun cas été possible d'attribuer l'attention que chacun des sous-chapitres méritait. Il serait possible d'explorer individuellement chaque élément, comme par exemple les quartiers micro-raion des années 60 en Roumanie, dans le cadre d'une thèse de doctorat.

Bien que ce travail ne fasse que survoler un ensemble choisi d'exemples, il contribue à la compréhension nécessaire qu'il faudrait avoir afin de proposer une intervention architecturale, ce qui constituera la suite de cet énoncé théo-

rique. Le projet envisagé viendrait poser la question de ré-appropriation des espaces habités extérieurs et intérieurs, avec pour but de recréer un environnement sain, propre, et attachant pour les habitants d'un complexe résidentiel de blocs n'ayant pas encore été rénové. Il serait alors possible de répondre à plusieurs des problématiques énoncées tout au long de l'étude : comment intégrer certains des motifs caractéristiques d'un bloc? Comment gérer la situation hétérogène des balcons? Que fait des espaces communs intérieurs, est-il possible d'offrir quelque chose en plus dans ces zones? Quelle réponse faudrait-il avoir face à l'agglomération de voitures? Serait-il possible d'améliorer les zones vertes?

Il est important de souligner qu'un tel projet serait largement utopique, considérant le fonctionnement des politiques de propriété ainsi que les budgets mis à disposition. Additionnellement, la question de positionnement moral se pose à nouveau : faudrait-il chercher à préserver le style tantôt moderniste, tantôt post-stalinien des bâtiments? Serait-il préférable de le camoufler? Quelles stratégies d'interventions urbaines utiliser dans un pays où les valeurs ne sont pas les mêmes que celles de mon pays d'études?

Bibliographie

Cohen Jean-Louis, *Construire dans un nouveau Nouveau Monde - L'americanism dans l'architecture russe*, 2020

Comitetul pentru problemele consiliilor populare, *Construcții de locuințe, date?*

Curinschi Vorona Gheorghe, *Istoria arhitecturii în România*, 1981

Kopp Anatole, *Town and Revolution - Soviet Architecture and City Planning 1917-1935*, 1967

Leahu Gheorghe, *Bucurestiul Disparut*, 1995

Paun Constantinescu Ilinca, *Shrinking Cities in Romania - Research and analysis*, 2019

Paun Constantinescu Ilinca, *Shrinking Cities in Romania - Responses and Interventions*, 2019

Tulbure Irina Teodora, *Cvartale de locuințe din bucurești în perioada „stalinistă” - Locuire, imagine urbană sau simbol?*, 2015

Vasilescu Sorin, *Arhitectura Totalitara - Arhitectura Fascista, Nazista si Stalinista*, 1993

Zahariade Ana Maria, *Architecture in the Communist Project - Romania 1944-1989*, 2011

Webographie

Article de journal

David Roxana, *Fosta fabrică Scandia va fi demolată - Se construiește un nou cartier în locul ei*, in: *ora de Sibiu*, consulté le 12 octobre 2021.

Dumitrescu Nora, *Uzina Armătura, demolată. Apar noi dezvoltări comerciale*, in: *Transilvania Business*, consulté le 10 janvier 2022

Gaessler Stéphane, **Georgui Gradov**, *l'architecte qui a configuré les paysages soviétiques*, in : *le grand continent*, consulté le 31 décembre 2021

Galmeanu Alex, *Bucuresti in Epoca de Aur »*. *Bucurestii Vechi si Noi*, in: *bucurestii vechi si noi*, consulté le 2 janvier 2022

Herbecq Jean-François, **Vandeweyer Nicolas** et **Taher Sarah**, *Roumanie 1989: l'histoire d'une révolution confisquée*, in: *RTBF Info*, consulté le 9 janvier 2022

Kieffer Aurélie et **Bodet Louise**, *Révolution roumaine : trente ans après, l'espoir entravé*, in: *France culture*, consulté le 9 janvier 2022.

Moruș Bianca, *Cele mai periculoase cartiere din București, locurile în care mulți nu vor să ajungă vreodată*, in: *life.ro*, consulté le 14 octobre 2021

Popescu Anca, *Restalinizarea culturii : Tezele din iulie 1971, revoluția lui Ceaușescu inspirată de Mao*, in: *digi24*, consulté le 31 décembre 2021

Preda Caterina, *Proiectul cultural ceaușist și tezele din iulie 1971*, in: *dilemaveche*, consulté le 31 décembre 2021

Tănase Elena, *Cum a fost mutilat Bucureștiul istoric în anii 80 ca să facă loc proiectului faraonic al lui Ceaușescu: Casa Poporului și Centrul Civic*, in: *digi24*, consulté le 14 octobre 2021

Article de revue

Diaconu Adriana, *Building against the state in the Socialist Republic of Romania (1947-1989)*, in: *Le Mouvement Social* 245, no 4, p. 71-82

Fezi Bogdan Andrei, *De la systématisation de Bucarest à la destruction des villages roumains*, *In Situ. Revue des patrimoines*, no 21

Iamandescu Ioana Irina, *Patrimoniul Industrial În România - Despre Stadiul Inventarierii Specializate*, in: *Arhitectura*, consulté le 11 janvier 2022

Ioan Augustin, *Arhitectul Gheorghe Leahu La 80 de Ani: O Viață Printre Case Și Culori*, in: *Arhitectura*, consulté le 27 décembre 2021

Lupușor Andreea, *Tezele din Iulie, punctul de cotitură al regimului Ceaușescu*, in: *historia.ro*, consulté le 2 janvier 2022

Vera Marin et Chelcea Liviu, *The Many (Still) Functional Housing Estates of Bucharest, Romania: A Viable Housing Provider in Europe's Densest Capital City: Poverty, Ethnic Segregation and Policy Challenges*, in: *Urban Book Series*, 167-90, 2018

Discours

Ceaușescu Nicolae, *Minutes of the Romanian Politburo Meeting Concerning Nicolae Ceaușescu's Visit to China, North Korea, Mongolia, and Vietnam, June 25, 1971*, in : *History and Public Policy Program Digital Archive*, ANIC, Central Committee of the Romanian Communist Party, Chancellery, file no.72/1971, ff.10-58, translated by Viorel Buta, consulté le 31 décembre 2021

Ceaușescu Nicolae, *discours de la 3ème conférence de l'union des architectes de la République Socialiste de Roumanie*, mars 1971

Khrouchtchev Nikita, *Conférence nationale des constructeurs, des architectes, des travailleurs des industries des matériaux de construction et de la fabrication des machines de construction et de voirie, et des employés des organisations de conception et de recherche et développement*, 7 décembre 1954

Page web

Cimporenu Emanuel, *Afla care e gradul de confort al apartamentului tau*, in : *CEImobiliare*, consulté le 28 décembre 2021

Dobroiu Ștefan, *Planet Petrila : un combat pour l'héritage culturel de la plus ancienne mine de Roumanie*, in: *cineuropa*, consulté le 11 janvier 2022

Hariton Ana Maria, *Palatul administrativ din Baia Mare 1970*, in: *inform-cultural*, consulté le 9 janvier 2022

Hariton Ana Maria, *Teatrul National Marin Sorescu din Craiova 1974*, in: *inform-cultural*, consulté le 9 janvier 2022

Stefanescu Lucian, *Suita Titan : o arheologie sentimentală, anii '70 - '80 în cel mai mare cartier bucureștean*, consulté le 2 janvier 2022

Odobescu Vlad, **Bird Michael**, *Architects of the Extreme : How the planning of Communist blocks in Bucharest changed from a western vision of functional housing to a sabotage of the city*, in: *Theblacksea*, consulté le 8 octobre 2021

Teoalida, *Hartă București cu anul construcției blocurilor*, consulté le 2 janvier 2022

Teodorescu Dan, *How Romania Went from Communist Hell to Capitalist Prosperity in Three Short Decades*, in: *culturico*, consulté le 18 novembre 2021

Tineri Jurnalisti Online, *Titan - Balta Albă: De La Balta Ciumaților, La Unul Dintre Cele Mai Mari Cartiere Bucureștene*, in : *Turism Istoric*, consulté le 4 janvier 2022

Turnock David, *Romania*, in: *Encyclopedia Britannica*, consulté le 8 octobre 2021

Varenic Sorina, *Former Central Committee of the Romanian Communist Party (Now Ministry of Internal Affairs)*, in: *SocialistRealism*, consulté le 18 octobre 2021

Voinea Andrei Răzvan, *Cvartalul Panduri, dreptul bucureștenilor la coloanele sovietice*, in: *Merg.in*, consulté le 31 décembre 2021

Rapport

Daianu Daniel et Murgescu Bogdan, *Which Way Goes Romanian Capitalism? : Making a Case for Reforms, Inclusive Institutions and a Better Functioning European Union*, 2013

Thèse

Diaconu Adriana, *Les origines du logement social et collectif à Bucarest : architecture et idéologies politiques (1910-1960)*, 2010

Iconographie

1. Bucarest, 1980, <http://www.comunismulinromania.ro/index.php/category/amintiri-din-comunism/page/13/>
2. Affiche de propagande représentant Nicolae et Elena Ceaușescu, fin des années 70, <https://www.stelian-tanase.ro/tara-fara-intoarcere/>
3. Exemplaires de la revue *Arhitectura* (titre initial, 1940) et *Arhitectura R.P.R* (titre sous la République populaire roumaine, 1961), <https://www.anticariat-unu.ro/revista-arhitectura-ianuarie-martie-1940-p83661>
4. Usine de vêtements, Focșani, 1967, <https://romaniadacia.wordpress.com/fabrica-de-confectii-focsani-1967/>
5. Complexe chimique, Craiova, 1975, <https://altmarius.ning.com/m/group/discussion?id=3496555%3ATopic%3A1139314>
6. 7. 8. Cvartal, avenue Panduri, Roumanie, 2016, <https://socialistrealism.org/housing-block-60-62-panduri-avenue-bucharest/>, ©B.A.C.U.
9. Titan-Balta Alba, Bucarest, Roumanie, 1963, <http://www.costingheorhe.ro/thenow/cartierul-balta-alba-bucuresti/>
10. Drumul Taberei Militari, Bucarest, Roumanie, 1964, <https://comunitate.ziare.com/blogs/15614/19729/balta-alba-si-povestea-numelui>
11. Berceni Sud Oltenitei, Bucarest, Roumanie, 1975, <https://bercenidepoveste.ro/soseaua-oltenitei/>
12. 13. Bâtiment au croisement du Bvd Basarabia et du Bvd Chișinău, Bucarest, Roumanie, 2019, <https://goo.gl/maps/ywH8L3yyxsRKjShS6>
14. Quartier de Floreasca construit en 1957, Bucarest, Roumanie, 1968, <https://armyuser.blogspot.com/2010/07/groapa-floreasca.html>
15. Casa Scînteii, Bucarest, Roumanie, 1959 , <https://foto.agerpres.ro/foto/detaliu/587464>
16. Bvd George Enescu, Suceava, Roumanie, 2015, <https://www.drones-tagr.am/bulevardul-george-enescu-suceava-romania/>
17. Iasi, Roumanie, 1989, <https://foto.agerpres.ro/foto/detaliu/14804439>, Agepres Foto/Arhiva Istorica

18. Strada Bucurest, Cluj-Napoca, Roumanie, 2012, <https://mapio.net/pic/p-122339069/>
19. Splaiul Unirii, Bucurest, Roumanie, 2011, <https://www.flickr.com/photos/raiden2/6005427081>, ©Raiden2
20. Eglise Enei, Bucurest, Roumanie, 1977, <https://www.rfi.ro/social-76316-38-de-ani-de-la-seismul-din-1977-ce-trebuie-sa-nu-faci-caz-de-cu-tremur>
21. Eglise Schitul Maicilor, Bucurest, Roumanie, 1982, <https://alexandruvalentincraciun.wordpress.com/2011/05/07/icoana-praznicului-%E2%80%9Eizvorul-tamaduirii%E2%80%9D-in-viziunea-parintelui-arsenie-boca/>
22. La Maison du Peuple en construction, Bucurest, Roumanie, 1984 <https://www.courrierdesbalkans.fr/Blog-o-la-Maison-du-Peuple-creuset-de-la-fierte-et-des-souffrances-de-Bucarest>
23. La Maison du Peuple aujourd'hui, Bucurest, Roumanie, 2019 , <https://www.topiasi.ro/homepage/opinii/19321-am-fost-%C3%AEntr-un-tur-al-casei-poporului-pentru-str%C4%83ini-ca-s%C4%83-v%C4%83d-ce-se-spune-despre-ceau%C8%99escu.html>
24. Cirque métropolitain, Bucurest, Roumanie, 1962 <https://www.hip-postcard.com/listing/romania-carte-postala-vedere-din-bucuresti-circul-de-stat/30178421>
25. Théâtre national de Târgu Mureș, Roumanie, 1975, <http://www.inform-cultural.ro/5+5/cladire-tstgmures.php>
26. Théâtre national de Craiova, 1973, <https://tncms.ro/reviste/36/pdf/28112018144915.pdf>
27. Centre de la TVR (Société roumaine de télévision), Bucurest, Roumanie, 1970 , <https://bucurestiivechisinoi.ro/cgi-sys/suspendedpage.cgi>
28. Palais administratif, Baia Mare, Roumanie, 2016 , <https://boto-saneanul.ro/stiri/cj-ul-cauta-consilier-pe-leafa-de-2-600-de-lei-hop-si-primaria/>
29. Palais administratif, Baia Mare, Roumanie, 1972, <https://arhitectura-1906.ro/2015/03/mircea-alifanti-1914-1999/>
30. Restaurant Perla Marii, complexe Eforie, Constanta, Roumanie, 1960, https://www.urbipedia.org/hoja/Restaurante_Perla_Marii
31. Complexe de Cap Aurora, côte de la mer noire, Roumanie, 1974,

https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-030-18259-5_6

32. Révolution de Bucarest, Roumanie, 1989, https://inpolitics.ro/moscova-se-asteapta-la-evenimente-majore-rusia-si-a-retrimis-la-bucures-ti-corespondentul-de-la-revolutie_18435745.html

33. Four métallurgique, Moneasa, 2017, <https://www.cniptarad.ro/ro/harta-locatie/341-ruinele-cuptorului-de-topit-fier>

34. Fabrique de chocolat Kandia, Timișoara, Roumanie, 2014, <https://timpolis.ro/sanctiuni-de-la-garda-de-mediu-pentru-dezafectarea-fostei-fabrici-kandia/>

35. Usine 1 Mai, Ploiești, Roumanie, 2021, <https://ziarulprahova.ro/2021/04/demolata-uzina-1-mai-ploiesti-e-inca-in-picioare-doar-pe-paginile-de-socializare/>

36. Usine hydrométrique, Brasov, Roumanie, 1980, <https://arhiva.uniune-arhitectilor.ro/a-547/fabrica-hidromecanica-vedere-de-ansamblu>

37. Projet de transformation de l'usine Scandia, Sibiu, Roumanie, 2021, <http://wikimapia.org/7286151/ro/Fosta-fabric%C4%83-Scandia-Sibiu>

38. 39. Fabrique à pinces, Cluj-Napoca, Roumanie, 2021, https://fr.tripadvisor.ch/Attraction_Review-g298474-d7212582-Reviews-Fabrica_de_Pensule-Cluj_Napoca_Cluj_County_Northwest_Romania_Transylvania.html

40. 41. Image tirée du documentaire Planeta Petrila, Roumanie, 2016, <https://cineuropa.org/fr/newsdetail/329593/>

42. Exemple de rénovation que l'on trouve généralement sur des blogs de décoration d'intérieur, Roumanie, <https://lovedeco.ro/beforeafter-un-apartament-de-doua-camere-din-militari-scos-la-lumina-cu-30-000-euro/>

43. Extrait d'une façade de bloc des années 70 situé sur l'avenue Brâncoveanu, Bucarest, Roumanie, 2017, <https://b-a-c-u.tumblr.com/post/166597651578/block-of-flats-on-c-tin-br%C3%A2ncoveanu-avenue-70>, ©B.A.C.U.

44. Extrait d'un bloc des années 60, Militari, Bucarest, Roumanie, 2021, Axelle Bosman (photographie personnelle)

45. Extrait d'un bloc des années 70, Bvd Unirii, Bucarest, Roumanie, 2021, Axelle Bosman (photographie personnelle)

46. Avec ou sans réhabilitation thermique, Bucarest, Roumanie, 2018,

<https://a1.ro/news/romanii-care-au-geamuri-termopane-vor-fi-obligati-sa-aiba-detectoare-id827212.html>

47. Avec ou sans réhabilitation thermique, Vrancea, Roumanie, 2016, <https://www.libertatea.ro/stiri/cutremur-de-36-grade-in-vrancea-3-1606239>

48. Exemple de réhabilitation thermique, Bucarest, Roumanie, 2020, <https://www.europafm.ro/minutul-de-sanatate-statul-excesiv-in-casa/>

49. Parc Alexandru Ioan Cuza, Titan, Bucarest, Roumanie, 2013, https://tr.m.wikipedia.org/wiki/Dosya:Lac_titan_Parcul_Titan_IOR_Alexandru_Ioan_Cuza_Bucuresti.JPG

50. 51. Espace entre deux blocs, Titan, Bucarest, Roumanie, 2011, <https://goo.gl/maps/SiBgtYdphogqDMhD6>

52. Nouveau complexe résidentiel, Bucarest, Roumanie, 2020, <http://proprie.srh-info.ru/complex-rezidential-bucuresti-sector-1/>

